


tribune

socialiste



11 mars :

BATTRE

LES

CANDIDATS

DES

PATRONS

Directeur politique : Gérard FERAN.
Rédacteur en chef : Bernard LANGLOIS.
Secrétaire de rédaction : Gérard BOREL.
Collectif de rédaction : Robert DES-
TOT - Jacques FERLUS - Jacques GAL-
LUS - Gilbert HERCET - Jean-François
MERLE - Jean VERGER.

Ont collaboré à ce numéro :
Michel CAMOUIIS - Françoise CLAIRE
- Jean CORDAT - Bernard JAUMONT -
René LANARCHE - Bernard RAVENEL -
Michel ROCARD - Lucien SAINTONGE.
Photos et dessins : AFP (13,14) - D.R.
(7, 10, 11, 12), - P. LE BLANC (5) -
Pascal LEBRUN (5, 7) - Marc SEMO
(15).

Directeur de la publication : Jean LE
GARREC.

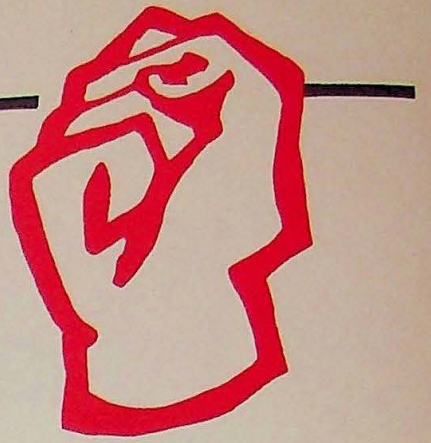
Rédaction, Administration : 9, rue
Borromée, PARIS (15^e) - 566-45-37

Publicité : Information 2000
Tél. : 285-05-43

Distribué par les N.M.P.P.

S. A. Imprimerie Editions Moriamé
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e
Tirage : 25.000 exemplaires.

7 JOURS DANS T.S.



□ La semaine passée, nous par-
lions d'espoir. Le voici.

Il n'y a certes pas eu le 4 mars
de raz de marée dans les voix obte-
nues par chaque parti.

Mais il n'y en a jamais eu en Fran-
ce depuis 1947.

Sauf en juin 1968, où l'épouvantail
de mai avait cristallisé l'opinion con-
servatrice, c'est la stabilité qui ca-
ractérise l'électorat français.

Mais une stabilité qui déplace régu-
lièrement son axe de gravité vers
la gauche tout en forçant le centre à
s'intégrer progressivement à la droite.
Telle est la leçon centrale de ce pre-
mier tour des législatives françaises
qui est analysé page 4.

C'est dans ce renforcement conti-
nu des forces socialistes que réside
notre espoir de voir l'échéance arri-
ver bientôt où la droite n'aura plus
le recours du centre et sera battue
par l'ensemble de la gauche et de
l'extrême gauche. Dans la semaine qui
vient, notre tâche prioritaire est de
préparer cette échéance en faisant tout
pour la plus large victoire des forces
socialistes. L'éditorial de Michel Ro-
card développe ce mot d'ordre et en-
courage nos camarades à prolonger
leur effort du premier tour dans un
esprit unitaire qui peut seul empêcher
Pompidou d'annuler au second tour
une partie de la victoire des forces
socialistes acquise au premier tour.

Les résultats du P.S.U., satisfai-
sants dans l'ensemble compte tenu
du fait que notre parti présentait une
centaine de candidats en moins par
rapport à 1968, sont donnés page 5.
La page suivante insiste sur les chan-
ces très sérieuses de Besson, Le Foll
et Rocard, d'être élus le 11 mars.

□ L'espoir nous vient aussi du Chi-
li, où le Front Populaire dépasse l'ob-
jectif de 40% que lui avait assigné
le Président Allende. Malgré les diffi-
cultés économiques qu'elle rencontre,
l'expérience socialiste chilienne prou-
ve donc combien elle répond à une
profonde aspiration populaire de li-
bération sociale. Jean Verger insiste
sur l'importance de cette nouvelle éta-
pe franchie dans la lutte du peuple
chilien contre tous ses oppresseurs,
intérieurs et extérieurs (page 13).

□ Dans la bataille électorale fran-
çaise et plus profondément dans le
conflit de société qui se développe,
le débat tient une place privilégiée. C'est
pourquoi « T.S. » donne cette semaine
une bonne place (page 11) à l'analyse
de Bernard Ravenel du livre récent :
« Les partis devant l'école ». Il existe
en définitive trois conceptions en pré-
sence. La première qui raisonne en
termes d'amélioration de l'école exis-
tante et qui est partagée par des for-
mations « classiques » aussi bien à
droite qu'à gauche. La seconde, dé-
fendue par la fraction la plus innova-
trice des giscardiens qui remet en
cause la gratuité de l'école publique
et qui veut intégrer l'école dans la
logique concurrentielle du capitalis-
me pour la mettre mieux au service de
l'industrie. Enfin, une troisième con-
ception, proche de celle du P.S.U.,
qui récuse l'isolement de l'école du
reste des activités sociales. Un débat
capital.

□ Il faudrait qu'une progression des
forces socialistes permette aux tra-
vailleurs d'obtenir de meilleures con-

ditions de vie ; il faudrait que cette
amélioration soit l'objectif premier d'un
gouvernement socialiste. C'est ce
qu'ont dû penser nos camarades de
Dunkerque en écoutant les résultats
de dimanche. Car le dossier qu'ils ont
préparé sur le sort que les firmes ca-
pitalistes et le pouvoir Pompidou ont
réservé à la région industrielle de
Dunkerque montre bien ce qu'un chan-
gement de société permettrait de réa-
liser (pages 8-9).

□ Ils font moins de bruit que les
ténors politiques. Mais ils comptent
eux aussi et leur combat est le nôtre.
Ce sont ces travailleurs immigrés qui
poursuivent leur grève de la faim dans
diverses églises pour l'abrogation de
la circulaire Fontanet.

A la Coframaille une lutte dure se
poursuit et entre dans sa troisième
semaine. Michel Camouis fait le point
du front des luttes ouvrières.

□ Notre lutte à nous, militants du PSU,
va être à très court terme de dégager
le parti d'une situation extrêmement
préoccupante compte tenu du grand
nombre de circonscriptions où nos
camarades n'ont pas atteint 5%. Il
ne faut pas se cacher que c'est à un
effort financier sans commune mesure
avec tout ce que nous avons pu con-
naître par le passé auquel il nous faut
nous atteler. Dès cette semaine, vous
trouverez en page 16 l'état de la si-
tuation et ce qui est nécessaire de fai-
re pour que la vie de « T.S. » et du
parti tout entier ne soit pas menacée.

Jacques GALLUS □

Khartoum : L'ARBRE QUI CACHE LA FORÊT

L'exécution de 3 des 5 diplo-
mates détenus par les combat-
tants palestiniens à Khartoum
(Soudan) est, après beaucoup
d'autres, un acte de désespoir.
Il ne sert à rien d'épiloguer sur
le fait que cet acte solitaire est,
pour les militants révolutionnaires,
une action minorisante ne
s'appuyant pas sur la lutte de
masse, si l'ensemble des forces
progressistes et révolutionnaires
ne se donnent pas les
moyens de soutenir concrètement
la cause des Palestiniens.

En effet, pendant que Golda
Meir négocie à New York le
renforcement de l'Etat sioniste,
sur les plans militaire et diplo-
matique, les régimes féodaux
arabes se préparent à massacrer,
à détruire les derniers
bastions de la lutte palesti-
nienne, avec la complicité active
ou passive de nombreux
Etats de cette région où l'impé-
rialisme américain mène une
action d'envengure.

Le génocide d'un peuple
abandonné de nombreuses forces
progressistes s'accélère. Il
dépend du sursaut de ces forces
que de nouveaux Khartoum
n'aient pas lieu. ■

MEETING
AMR - CIC - PSU
le 9 mars à Créteil

ABONNEZ-VOUS

Abonnement à servir à

M., Mme, Mlle (nom et prénom)

Adresse complète : Rue

N°

Ville

N° département

Je désire souscrire un abonnement de :

1 an (52 numéros) 60 F □ 6 mois (26 numéros) 35 F □

Je souscris un abonnement de soutien :

1 an (52 numéros) 100 F □ 6 mois (26 numéros) 50 F □

Avec votre abonnement de soutien, vous recevrez le livre « Des
Militants du PSU », présenté par M. Rocard.

Je souscris un abonnement-diffusion (1)

1 an (52 numéros) 50 F □ 6 mois (26 numéros) 30 F □

Abonnement couplé avec la revue bimestrielle « Critique Socialiste »

1 an 6 numéros « C.S. » 52 numéros « T.S. » 90 F □

TRIBUNE SOCIALISTE, 9, rue Borromée, PARIS - C.C.P. Paris 5826-65

(1) Les abonnements-diffusion s'adressent à des lecteurs déjà abon-
nés désirant diffuser, à titre individuel, un ou plusieurs exemplaires
du journal.

ARVEL

ALPES DU SUD

MONETIER : Un beau vil-
lage, l'une des stations les
plus enneigées de France.

Par semaine, pension com-
plète.

Hors vacances : 245 F.

Vacances de Pâques : 300 F.

ARVEL — 12, boulevard des Brotteaux, 69006 LYON

Tél. : (78) 52.56.48

ALPES DU NORD

SAMOENS : L'exposition
nord des pistes assure un
enneigement identique à ce-
lui des plus hautes stations
savoyardes.

Du 10 au 24 avril, voyage
compris au départ de Paris :
585 F.

Bulletin d'adhésion au P.S.U.

Nom

Prénom

Adresse

.....

Profession

.....

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande

à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE DU P.S.U.

9, RUE BORROMEE, PARIS-15^e

construire l'unité populaire

LA victoire sera difficile, il faut le dire. Nous avons déjà expliqué comment le mode de scrutin et le découpage électoral actuel pouvaient permettre à une minorité de se maintenir au pouvoir. Il faut à la gauche une progression extrêmement forte pour qu'elle soit en mesure de l'emporter. Cette constatation ne doit pas nous démobiliser. Elle doit, au contraire, nous pousser à tout mettre en œuvre pour battre au second tour la majorité actuelle et ses alliés potentiels, les réformateurs.

Le PSU s'est préparé à cette situation depuis plusieurs mois en étant la première organisation socialiste à affirmer la nécessité d'un désistement unitaire de toutes les forces socialistes pour affronter en commun le régime. Cette position constante du PSU tout au long de son histoire a toujours reposé sur un principe fondamental : nous ne donnerons jamais à la bourgeoisie la possibilité d'utiliser à son profit les divergences qui traversent les forces populaires.

Jusqu'au dernier moment, on s'est demandé si le Parti communiste comprendrait cette nécessité et reconnaîtrait l'existence de forces socialistes qui présentent un projet différent du Programme commun tout en soulignant l'importance de ce dernier. Pour le deuxième tour, cette question concernait directement les can-

didats présentés ou soutenus par le PSU à Saint-Brieuc, à Chambéry et dans les Yvelines. Les enjeux de la lutte engagée contre le régime, l'espoir populaire que provoquerait son renversement ont conduit nos camarades communistes à préciser leur attitude dans un sens unitaire, comme l'indique le communiqué commun PC-PSU auquel s'est joint le Parti socialiste. Nous nous félicitons de ce pas en avant. Il peut ouvrir la voie dans l'avenir à des débats autrement féconds que le dialogue de sourds constant qui a souvent caractérisé nos rapports avec le Parti communiste.

un combat anticapitaliste

C'est dans le même esprit que nous donnons tout son prix à la confirmation par la Ligue communiste et Lutte ouvrière de leur désistement au second tour pour les candidats de gauche arrivés en tête au premier tour. Nous entrons ainsi dans une période où la compréhension nette de l'existence d'un adversaire commun et principal, le pouvoir de la bourgeoisie, permette aux forces populaires de donner à leurs divergences même importantes, leur juste place : celle d'un débat interne au mouvement ouvrier qui ne re-

met pas en cause la solidarité contre un adversaire de classe.

C'est dans ce cadre et uniquement dans ce cadre que nous continuerons à poursuivre ce débat de fond sur le socialisme, sur les conditions de sa transition, sur la stratégie anticapitaliste à mettre en œuvre.

Le premier de ces débats concerne bien sûr le socialisme autogestionnaire et la mise en œuvre d'une stratégie de contrôle des travailleurs. Les forces de gauche et particulièrement le Parti socialiste doivent en effet savoir qu'elles ne pourront échapper à un choix décisif : celui d'un combat qui soit clairement anticapitaliste. La volonté à peine voilée d'un certain nombre de dirigeants socialistes de constituer une sorte de grand parti social-démocrate « attrape-tout » serait directement contradictoire avec cette perspective.

Voilà pourquoi nous continuerons à être exigeants dans les mois qui viennent. On ne peut pas vouloir n'importe quelle gauche. La seule qui soit possible doit être engagée réellement dans les luttes des travailleurs et leur soutien populaire. C'est dire que le combat pour réaliser les conditions d'une véritable unité populaire reste plus actuel que jamais.

Michel ROCARD

communiqués

PCF - PSU

Le 5 mars 1973, deux délégations du Parti socialiste unifié et du Parti communiste français se sont rencontrées au siège du Parti communiste français.

Elles étaient composées, pour le Parti socialiste unifié, de Michel Rocard, Robert Chapuis, Pierre Bourguignon, Christian Guerche et, pour le Parti communiste français, de Roland Leroy, Gaston Plissonnier, Claude Poperen.

A l'issue du premier tour des élections législatives, le Parti communiste français et le Parti socialiste unifié constatent l'important recul de la majorité sortante et la volonté de changement qui s'est largement exprimée à travers ce scrutin.

Face aux candidats du pouvoir et à leurs alliés d'aujourd'hui et de demain il est nécessaire, dans une situation marquée par l'existence du programme commun de gouvernement, d'assurer au deuxième tour la convergence des formations signataires du Programme commun et du Parti socialiste unifié. Le vaste rassemblement qui se réalisera au profit du candidat de gauche arrivé en tête, permettra le 11 mars d'assurer la défaite des candidats réactionnaires dans de nombreuses circonscriptions et ouvrira la possibilité de changements importants pour les travailleurs et l'ensemble du pays.

Par ailleurs une rencontre a eu lieu entre les représentants du Parti socialiste unifié et du Parti socialiste, qui s'associe à ce communiqué.

Paris, le 5 mars 1973

PSU

A l'issue du premier tour des élections législatives, une constatation s'impose : la majorité recule. Inégale selon les régions dans son importance comme dans ses composantes, la poussée de gauche est indéniable. Elle traduit la force d'un mécontentement populaire dont les luttes sociales depuis trois ans ont donné des signes encore plus éloquentes. Dans cette situation, Pcpidou compte sur les diverses combinaisons entre des forces qui vont du centre à l'extrême-droite, pour maintenir son autorité. C'est dire la fragilité d'un régime qui en revient, parfois avec les mêmes hommes, aux beaux temps de la IV^e République. Pour empêcher ces manœuvres, il importe de réaliser le 11 mars un front uni de toutes les organisations de gauche, dans une bataille de classe contre les tenants du pouvoir actuel et leurs alliés d'aujourd'hui ou de demain.

Au 2^e tour, le désistement doit s'effectuer partout au profit du candidat de gauche le mieux placé. Le P.S.U. appelle l'ensemble des électeurs et des organisations de gauche ou d'extrême-gauche à se conformer à cette règle fondamentale qui peut permettre un succès important contre le régime actuel. Les candidats présentés ou soutenus par le PSU sont en tête de la gauche dans les Yvelines (4^e), les Côtes-du-Nord (1^{er}), la Savoie (1^{er}). Dans les autres circonscriptions, les candidats du PSU, conformément aux déclarations antérieures du parti, se désisteront au profit de candidat de gauche le mieux placé.

Le Bureau national.
Paris, le 5 mars 1973.

nos résultats

Sur 217 circonscriptions dont les résultats nous sont parvenus, le PSU a recueilli en moyenne 4,15 %. Ce chiffre, qui fait apparaître un recul de l'ordre de 1 à 1,3 % en moyenne par rapport à 1968, connaît cependant d'importantes variations selon les régions. Aussi, sans pouvoir reproduire tous les résultats par circonscription, nous présentons ci-dessous un regroupement régional qui permettra aux lecteurs de « TS » de savoir comment le Parti s'est comporté.

I. Région parisienne (77 candidats) : 170.898 voix sur 3.862.654 suffrages exprimés, soit 4,42 %.

● **PARIS VILLE (28 candidats) :** moyenne 4,56 %. Bons résultats de Claude Bourdet (14^e circ. : 7,3 %), Christian Hervé (3^e circ. : 6,5 %), Robert Chapuis (15^e circ. : 6,0 %), Bernard Hennet (17^e circ. : 5,8 %), Claude Bureaux (1^{re} circ. : 5,7 %).

● **PETITE COURONNE - 92, 93, 94 (28 candidats) :** moyenne 4,02 %. Bons résultats de Jean Le Garrec (Clamart-Sceaux : 6,0 %), Serge Mallet (Puteaux : 5,7 %), Bernard Ravenel (Antony : 5,7 %).

● **GRANDE COURONNE - 77, 78, 91, 95 (21 candidats) :** moyenne 4,79 %. Bons résultats de Georges Sud (Orsay : 6,2 %), Jacques Ferlus (St-Germain : 6,4 %), François Soulage (Trappes : 5,1 % - progrès par rapport à

1968). Dans la 4^e circonscription des Yvelines, Michel Rocard est nettement en tête de la gauche avec 24,3 %.

II. Région du Nord (30 candidats) : 44.055 voix sur 1.593.824 suffrages exprimés, soit 2,77 %.

● **NORD-PAS-DE-CALAIS - 59, 62 (12 candidats) :** moyenne 2,00 %.

● **PICARDIE-CHAMPAGNE - 02, 08, 52, 80 (6 candidats) :** moyenne 3,30 %. Bons résultats de A. Rondot (Chaumont : 5,5 % - en progrès de 2 % par rapport à 1968).

● **HAUTE-NORMANDIE - 27, 76 (12 candidats) :** moyenne 3,20 %. Bons résultats de Pierre Roussel (Fécamp : 5,2 %).

III. Région de l'Est (41 candidats) : 102.461 voix sur 2.521.712 suffrages exprimés, soit 4,06 %.

● **ALSACE-LORRAINE - 54, 55, 57, 67, 68, 88 (4 candidats) :** moyenne 3,90 %. A noter François Borellia (Nancy-Nord : 5,7 %), Roger Winterhalter (Huningue : 4,5 %) qui recueille 1/5^e des voix de gauche pour une première apparition.

● **BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE - 21, 25, 39, 58, 70, 71 (8 candidats) :** moyenne 3,79 %. Bons résultats de Robert Picq (La Charité-sur-Loire : 5,9 %).

● **RHONE-ALPES - 01, 07, 26, 38, 42, 69, 73, 74 (29 candidats) :** moyenne 4,24 %. Bons résultats de Georges Constantin (Thonon : 8,6 %), Georges Boulloud (Grenoble Est : 6,5 %), Maurice Plasse (Montbrison : 6,2 %), Maurice Villegas (St-Chamond : 5,2 %).

IV. Région du Midi (30 candidats) : 45.036 voix sur 1.599.132 suffrages exprimés, soit 2,82 %.

● **SUD-EST - 06, 11, 30, 66, 83 (5 candidats) :** moyenne 2,69 %. A noter Pierre Bernard (Cannes : 4,5 %).

● **SUD-OUEST - 16, 17, 24, 31, 33, 46, 47, 64 65, 81, 82 (20 candidats) :** moyen-

ne 3,00 %. Bons résultats de Marie-Louise Charbonnier (Saintes : 5,1 %) et Jacques Desmoulins (Cognac : 6,5 % - pour une première apparition).

● **AUVERGNE-LIMOUSIN - 19, 63, 87 (5 candidats) :** moyenne 2,49 %.

V. Région de l'Ouest (29 candidats) : 99.748 voix sur 1.635.509 suffrages exprimés, soit 6,10 %.

● **PAYS DE LOIRE - 44, 72, 79, 85 (9 candidats) :** moyenne 4,94 %. Bons résultats de Jean-François Morineau (La Roche-s-Yon : 9,6 %), François Autain (Rezé-Bouguenais : 8,4 %).

● **BRETAGNE - 22, 29, 35, 56 (12 candidats) :** moyenne 7,15 %. Bons résultats de Claude Guillou (Guingamp : 5,9 %), Roger Prat (Morlaix : 11,32 %), Guy Caro (Loudéac : 11,8 %). A Saint-Brieuc, Yves Le Foll arrive en tête de la gauche avec 26,3 % devant le PCF (22 %) et le PS (5,2 %).

● **BASSE-NORMANDIE ET CENTRE - 14, 18, 41, 45, 50, 61 (8 candidats) :** moyenne 5,75 %. Bons résultats de Bernard Anne (Caen : 5,5 %), Philippe Madre (Pithiviers : 5,3 % pour une première candidature), Michel de La Fourrière (Orléans-Sud : 7,9 %, en progrès de 2 % sur 1968). Jean Gires, à Saint-Lô, obtient 12,1 % et passe en tête de la gauche pour la première apparition du PSU dans le secteur.

CHILI : l'unité populaire se renforce

Au moment où nous mettons sous presse, nous ne connaissons pas encore en détail les résultats des élections du Chili. D'après l'A.F.P., l'Unité populaire atteindrait le pourcentage record de 46 %, ce qui représenterait 10 % de plus que le nombre de voix recueilli par Allende en septembre 1970 lors des élections présidentielles.

On se souvient que dans l'interview de Jorge MacGinty, membre du bureau national du parti socialiste chilien, publiée dans notre dernier numéro, l'Unité populaire espérait recueillir 40 % des voix et cela malgré le sabotage effréné organisé par la droite. Les travailleurs du Chili viennent de réaffirmer que malgré les difficultés économiques provoquées par la bourgeoisie, ils veulent poursuivre la transfor-

mation socialiste de la société chilienne.

Les commentateurs « bien informés » qui prédisaient un effondrement de l'Unité populaire en sont pour leurs frais.

Le dimanche 4 mars, au soir, les journalistes de la télévision française étaient bien embarrassés d'annoncer la nouvelle aux téléspectateurs : ils n'hésitèrent pas à présenter cette victoire de l'Unité populaire comme un échec !

Il serait intéressant de connaître la répartition des suffrages au sein de l'Unité populaire, entre le parti communiste, le parti socialiste, la gauche chrétienne et le Mapu. Le PC n'a vraisemblablement pas progressé. Nous reviendrons sur la signification de ces résultats.

J.V. ■

P. J. Oswald

BRETAGNE

- PAOL KEINEG : le printemps des bonnets rouges**
« Un brûlot breton : un des plus rudes spectacles qui ait jamais été jeté à la face de la bourgeoisie française » Jean Montagnard (L'Unité).
Collection « Théâtre hors la France » 9,00 F
- PAOL KEINEG : Chroniques et croquis des villages verrouillés**
Préface par Yves Rouquette (« Occitanie = Bretagne »). L'éclatante confirmation d'un très grand talent.
Collection « L'aube dissout les monstres » 12,00 F
- PAOL KEINEG : Hommes liges des talus en transe**
augmenté de « Le poème du pays qui a faim »
Collection « L'aube dissout les monstres » 9,20 F
- KRISTIAN KEGINER : Un dépaysement**
Précédé de « Une poésie révolutionnaire bretonne existe » et préfacé par Paol Keineg, ce recueil révèle un poète breton à la voix parfaitement neuve.
Collection « J'exige la parole » 9,90 F
- PAOL YANN KERMARC'HEG : La galerie**
Un grand poème populaire contemporain qui draine la colère et les aspirations les plus profondes d'un peuple et d'une terre meurtris.
Collection « J'exige la parole » 9,90 F
- YANN-BER PIRIOU : Défense de cracher par terre et de parler breton**
une anthologie de la poésie bretonne moderne volontairement partisane.
Collection « J'exige la parole » 9,90 F

OCCITANIE

- Collection « Poésie d'Oc » en édition bilingue :
- MARIE ROUANET : Occitanie 1970**
Anthologie précédée d'une étude sur la situation coloniale de l'Occitanie 9,90 F
 - YVES ROUQUETTE : Rouergue, si**
Les trois œuvres poétiques les plus violentes de Rouquette. 9,90 F
 - JEAN LARZAC : L'Etranger du dedans**
Un important choix des poèmes du directeur de « 4 Vertats ». 9,90 F
 - Hors série :
 - ANDRE LAUDE : Occitanie - Premier cahier de revendications**
Un itinéraire poétique pour une libération ou comment un poète retrouve ses racines. 12,00 F

**BON DE COMMANDE : à retourner à
INFORMATION 2.000, 32, rue Le Peletier, 75009 PARIS**
(pour toute commande de neuf livres, nous vous offrons le dixième ouvrage)

Veuillez m'envoyer par retour les ouvrages marqués d'une croix. NOM
Vous trouverez ci-joint mon règlement de Frs Prénom
sous forme d'un chèque à l'ordre d'INFORMATION 2.000. Adresse

POUSSÉE A GAUCHE

Conformément à ce qui était prévisible, les forces socialistes ont accompli des progrès sensibles au cours du premier tour des élections législatives. Là est bien sûr l'enseignement majeur de ce scrutin en même temps que la satisfaction qu'il nous apporte. Mais au-delà de ce constat, on peut dire que rien n'est joué. Et l'on s'en convaincra en dégagant plus précisément les tendances diverses du vote de dimanche dernier.

LES progrès des forces socialistes sont le fait le plus net et le plus encourageant. A ce niveau global, les résultats montrent que les Français en ont assez de quinze ans de régime conservateur et l'ont manifesté en apportant une confiance plus grande aux différentes forces socialistes. Celles-ci sont en valeur relative de très loin la première force politique française (45,5 %) et ce n'est que par une loi électorale inique que la droite (38 %) alliée éventuellement au centre réformateur (12,5 %) pourra conserver la majorité à l'Assemblée nationale. L'évolution en hausse du total des voix des forces socialistes exigerait une analyse approfondie qu'il ne nous sera possible de faire que d'ici quelques jours lorsque tous les résultats définitifs seront connus. Néanmoins, quatre enseignements se dégagent déjà.

une progression régulière

Le premier est une progression régulière des voix des forces socialistes depuis la naissance des institutions actuelles de la Ve République, c'est-à-dire depuis 1962. En effet, la gauche et l'extrême-gauche sont passées de 42,4 % en 1962 à 44 % en 1967 pour atteindre 46 % en 1973. Il ne fait pas de doute à cet égard que le scrutin de juin 1968 n'a été qu'une parenthèse exceptionnelle (40,5 %) dans

une évolution dont la régularité est l'aspect marquant. Cette polarisation à gauche est d'autant plus nette qu'on assiste systématiquement à une polarisation à droite. En 1962, on se demandait jusqu'au dernier moment si les Républicains Indépendants allaient participer à un gouvernement gaulliste ; en 1969, la droite s'élargissait un peu plus à une nouvelle fraction du centre, le C.D.P. de Duhamel et Fontanet ; enfin aujourd'hui, il ne fait guère de doute qu'une large partie du centre resté dans l'opposition va rejoindre le camp de la droite. De sorte que les possibilités d'extension de la majorité se réduisent au fur et à mesure que le centre disparaît de la scène politique française. La bipolarisation droite - gauche voulue par les institutions de la Ve République connaît ainsi une accentuation profonde. Cela signifie que les conditions d'un affrontement direct gauche-droite sont désormais réunies sans que la droite ait le recours d'un nouvel élargissement au centre.

nouveau visage de la gauche

Le second enseignement est un rééquilibrage des courants politiques à l'intérieur de la gauche. En effet, le Parti Communiste avec 21 % est bien sûr en progrès par rapport au scrutin désastreux de 1968 mais est en recul

sensible par rapport aux deux législatives précédentes de 1967 et 1962 (où il avait obtenu respectivement 22,5 et 21,9 %). On peut ainsi dire que le score du PC est meilleur que celui que lui attribuaient les sondages — mais cela devient une habitude de ceux-ci de sous-estimer le vote communiste — mais qu'il est largement inférieur à ce qu'espéraient les dirigeants de ce parti lorsqu'ils ont lancé la dynamique du Programme Commun. Le PC ne retrouve pas les suffrages que Jacques Duclos avait obtenus aux présidentielles de 1969 et c'est sans doute une leçon dont on va tirer des conséquences Place du Colonel-Fabien.

Car de fait, la dynamique Programme Commun n'a joué que faiblement pour l'ensemble de la gauche et en tout cas n'a profité sensiblement qu'au parti socialiste et aux radicaux de gauche. Ceux-ci en particulier ont lieu d'être satisfaits de leurs résultats, ce qui marque un certain renforcement de l'aile droite au sein des forces de gauche. Le parti socialiste a également progressé. Il réalise même dans certaines régions des percées importantes. Mais au niveau national, ce progrès est très inférieur à ce que laissaient envisager les sondages. Le PS et les radicaux de gauche restent notamment derrière le PC sur l'échiquier politique français alors qu'ils espéraient depuis quelques semaines devenir la première force de gauche. Il y a donc là un demi-succès pour François Mitterrand. Mais il est probable que se crée pour lui une situation embarrassante à l'issue du second tour c'est-à-dire la formation d'un groupe parlementaire socialiste beaucoup plus réticent à l'alliance à gauche que la direction actuelle du parti. On peut même se demander si la droite du PS qui a signé le Programme Commun dans l'espoir qu'il l'amènerait au pouvoir acceptera de bon cœur une nouvelle cure d'opposition.

Le troisième enseignement de la poussée à gauche est la transformation considérable de la carte politique française. Cet aspect du problème demandera bien sûr un examen approfondi mais on peut déjà affirmer que la gauche et notamment le PS se sont solidement implantés dans de vieux bastions de la droite en particulier l'Est et l'Ouest. Que ces deux régions soient de tradition catholique donne peut-être à l'évolution de l'Eglise un rôle encore plus important qu'on le pensait. En revanche, la gauche recule au profit de la droite dans ses fiefs traditionnels du sud de la Loire, en particulier dans le Sud-Ouest.

Le quatrième enseignement concerne le PSU et l'extrême-gauche. Dégageons simplement ici les quatre conclusions majeures de cette élection. Premièrement, maintien glo-

bal des forces d'extrême-gauche par rapport à leur score favorable de 1968 ; notre parti, qui présentait une certaine de candidats de moins qu'en 1968 conserve ses positions. Ceux qui espéraient en une disparition politique du PSU en sont donc pour leurs frais. Deuxièmement, manifestation au cours de la campagne du PSU d'un fort courant d'adhésions à notre parti. Troisièmement, situation de ballottage très favorable pour Yves Le Foll à Saint-Brieuc et favorable pour Michel Rocard dans les Yvelines où il devance nettement le candidat du parti communiste et celui des réformateurs. Quatrièmement, une bonne performance d'ensemble des candidats de Lutte Ouvrière qui réunissent dans plusieurs circonscriptions à atteindre ou dépasser les 2 %.

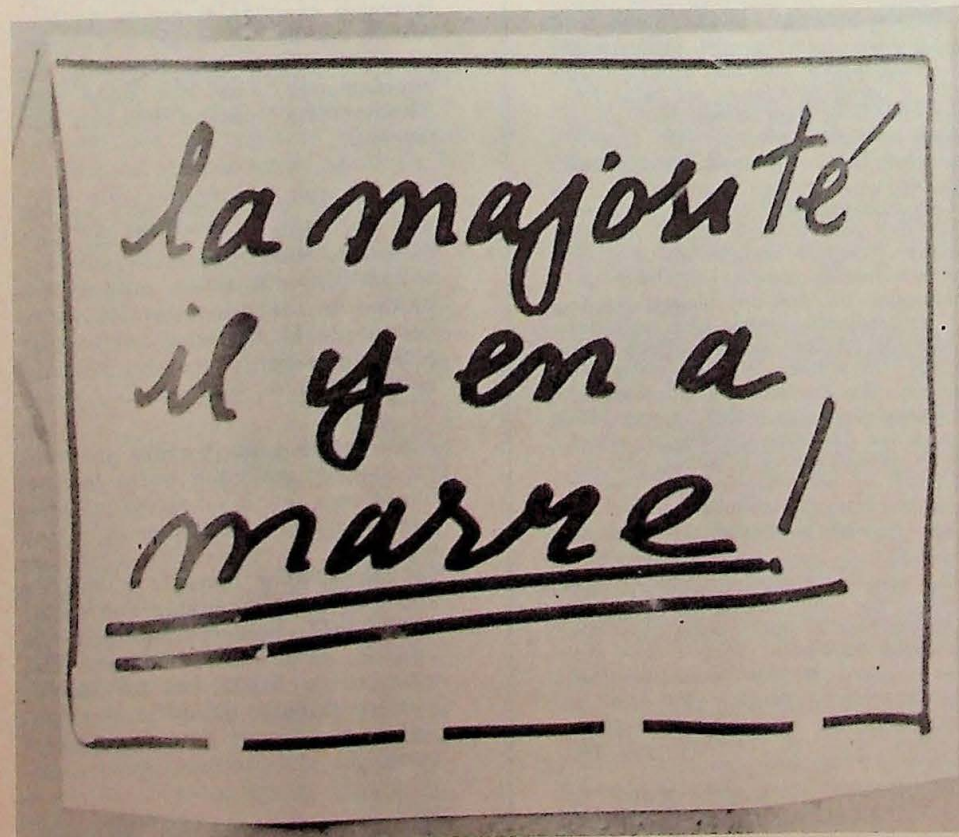
la droite au bout du rouleau

Bien que les comparaisons soient délicates, l'évolution de la droite et du centre marque un effritement certain. Le recul est évidemment considérable par rapport à 1968 mais comme on l'a dit cette référence est peu significative. En revanche, le recul par rapport à 1967 est un élément certainement positif. La droite et les centristes d'opposition totalisaient 53,7 % en 1967 alors qu'ils dépassent à peine la majorité absolue en 1973 (50,7 %). C'est la démonstration qu'en attirant à elle les élus centristes-réformateurs, la majorité sortante tire ses dernières cartouches. Il est important de noter également qu'Alain Peyrefitte et Georges Pompidou voient leur acharnement anti-communiste récompensé comme il se doit : non pas par un renforcement de l'UDR mais par une poussée de l'extrême-droite. Cet élément nouveau est un aspect fort inquiétant de ces élections surtout lorsqu'on a entendu les Le Pen et autres excités de la sorte fanfaronner dimanche soir.

Les premières conclusions ne doivent pas laisser croire que tout est joué. Au contraire, la droite peut subir au second tour une défaite plus sensible encore si le report des voix pour le candidat du socialisme le mieux placé se fait massivement, ce qui assurerait en particulier l'élection de nos camarades Le Foll et Rocard.

Ne pourrait-on pas dire même que rien n'est joué car c'est avec les forces nouvelles acquises par le PSU au cours de cette campagne que notre combat pour l'autogestion, le socialisme et la liberté va prendre tout son poids dans la période qui s'annonce.

Jacques GALLUS ■



avec Besson, Le Foll et Rocard

● Yvelines (4^e)

Les électeurs de la 4^e circonscription des Yvelines ont répondu dimanche dernier à l'UDR Lauriol qui accusait Michel Rocard d'avoir négligé sa circonscription pendant trois ans... Le secrétaire national du parti, triple presque ses voix par rapport au premier tour de 1968 — c'est même l'un des rares « leaders » nationaux à témoigner d'une progression aussi régulière dans ses résultats électoraux depuis 1967.

Il est intéressant de noter que cette forte progression — Rocard talonne Lauriol avec 24 % des suffrages exprimés — est surtout sensible dans les communes populaires de la circonscription, Les Clayes-sous-Bois, L'Etang-la-Ville ou les quartiers populaires de La Celle-Saint-Cloud. Cette montée des voix du PSU correspond d'ailleurs à l'intérêt manifesté pendant toute la campagne par les habitants de la circonscription pour les réunions du député sortant : à Louveciennes — même à Louveciennes — il y avait 250 personnes pour venir discuter avec Rocard (Peyrefitte n'en avait pas vu 100 !).

La semaine entre les deux tours va être mise à profit pour donner le dernier coup de collier : mobiliser tous les électeurs du candidat communiste Casanova qui, conformément aux accords passés nationalement, s'est désisté pour Michel Rocard, convaincre les électeurs du centriste Tenaillon qu'entre un élu efficace au service des travailleurs et des habitants de la circonscription et le représentant de l'ex-majorité UDR, il ne devrait pas y avoir d'hésitation.

Comme à Saint-Brieuc, les militants et le candidat ont bon espoir... ■



● Savoie (1^e)

Les résultats de la 1^{re} circonscription de la Savoie (Chambéry) ont été connus tard dans la soirée de dimanche : l'indécision persistait pour savoir qui serait le candidat de gauche le mieux placé pour battre le républicain indépendant sortant Delachenal. Les chiffres confirment que notre camarade Besson (soutenu par le PSU) sera dimanche prochain candidat unique de la gauche. Les candidats de gauche (PSU + PC + PS) ont obtenu 25.071 voix, le républicain indépendant 18.528 et le réformateur 6.059 : Delachenal peut et doit être battu !

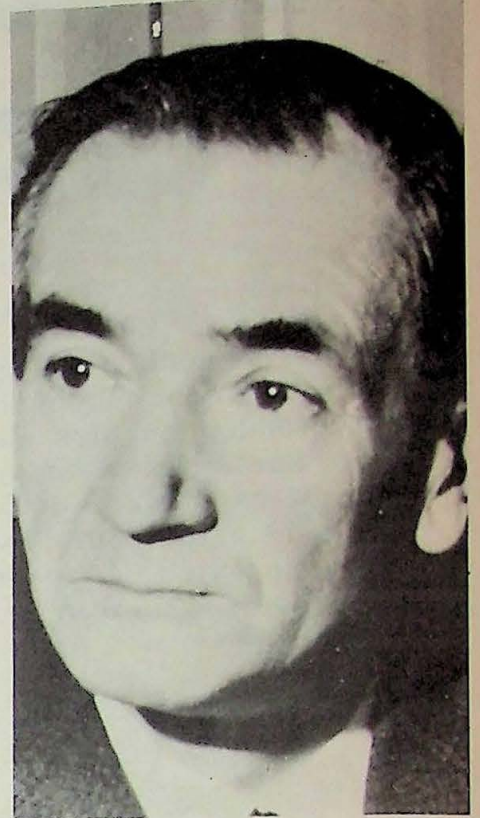
● Côtes-du-Nord (1^e)

3 000 personnes à Saint-Brieuc, au cours d'un meeting entre avec Michel Rocard. La preuve que dans les Côtes-du-Nord, le P.S.U. a une réelle audience de masse. Une réponse claire apportée à tous ceux qui, de tout le département, étaient venus chercher les positions du parti sur l'autogestion et le programme commun. Un retentissement énorme. Voilà, nous disent les camarades de Saint-Brieuc, ce qui a permis à Yves Le Foll de conserver à peu près son score du premier tour de 1968 et d'arriver en tête des candidats de gauche et d'extrême-gauche, seul capable de battre Arthur Charles, le sortant UDR, dimanche prochain.

En juin 1968, les Côtes-du-Nord avaient envoyé cinq députés UDR à l'Assemblée ; aujourd'hui, il est possible d'arracher à la droite les trois sièges qui restent en ballottage pour le second tour. Ollivro à Guingamp, Charles à Saint-Brieuc et même Pleven à Dinan peuvent et doivent être battus. Tel est l'enjeu électoral pour les forces du mouvement ouvrier.

A Saint-Brieuc, les résultats du premier tour sont parlants : le total des voix de gauche est supérieur de plus

Inscrits	78.226
Votants	73.841
Exprimés	72.129
Yves LE FOLL (P.S.U.) ..	19.016
QUEMPER (P.C.F.)	15.841
REQUIEM (P.S.)	3.792
RENARD (Ligue com.)	465
Total gauche	39.114
Arthur CHARLES (U.D.R.)	30.741
GAUTIER (Parti breton) ..	2.274



YVES LE FOLL.

2.000 à celles du premier tour en 1968 et de 3.000 voix à celles de l'UDR Charles aujourd'hui. Rien ne permet d'affirmer que les 2.274 voix du candidat du parti breton se reporteront toutes sur Arthur Charles, candidat du pouvoir jacobin et centralisateur...

Le second tour va donc dépendre entièrement du report des voix socialistes et communistes.

A Saint-Brieuc, les militants attendent avec confiance. ■

● ORTF : un grand show ...et froid

« Elections à la Une », la télé en transe... Indigestion de « tant pour cent » et de déclarations interchangeables ou à peu près.

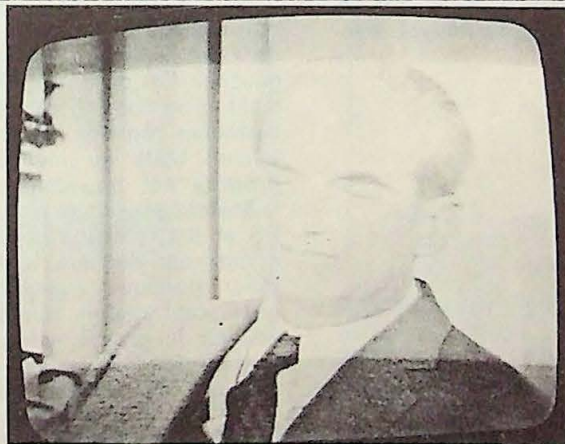
J.-J. S.-S. apparaît, toujours satisfait... et il sera remboursé ! Puis Georges Marchais, satisfait lui aussi : le PC gagne 2 % sur 1968, il a plus d'élus et s'étonne que la télé n'en soit pas informée. Péricard s'affole un peu et met une cocarde sur la photo de Billoux.

Commentaires connus : volonté de changement, victoire de tous les démocrates et républicains au deuxième tour. Fontanet arrive : « Les Français n'ont pas manifesté leur volonté de bouleverser la société de fond en comble... et ils veulent continuer pour que la France soit prospère. » Il en appelle aux réformateurs et aux socialistes... On attire les brebis égarées !

Poniatowski : même langage. On pose une cocarde en accordéon sur Giscard, puis on fait une pose variétés (sans intérêt).

Deux maires corses se sont fait la valise avec les listes d'émargements. Sacrés Corses ! On apprend que Peretti et Peyrefitte sont en ballottage (ah ! ah ! les vaches de Mallet et Langlois... c'est sans doute « à cause » d'eux. Le PSU, avec ses 3 %, c'est l'empêchement de tourner en rond !)

Intermède : je prends RTL. Mitterrand dit : « notre action est une longue marche » (jusqu'ou, camarade ?) On apprend que Marie-Madeleine (Dienesch) est élue. On appelle Lecat qui ne veut



pas répondre. Il a tort, dit Péricard. Ça y est, il est là... Quel sens du théâtre... C'est juste au moment où l'on annonce ses résultats. « L'union de la gauche, c'est très dangereux », dit-il.

Le car télé à Château-Chinon ne répond plus. Mitterrand ne peut pas parler (pendant ce temps-là, Europe 1 l'interviewe)...

On attend Marchais. Panne de caméra à Villejuif, comme par hasard... Le hasard fait bien les choses ! Enfin, Bernard Wolker peut joindre Mitterrand, même chanson que sur Europe et RTL.

Les Yvelines : Rocard est en seconde position après Lauriol, mais ça ira, ça ira : il renforce sa position, nos spécialistes l'expliquent dans ce numéro ; ça va pas mal non plus pour Le Foll, à Saint-Brieuc ; mais, déception, Roger Prat est obligé de se retirer (11 %, ce n'est tout de même pas si mal)... Nos camarades ne sont pas gens à se décourager et le combat est permanent. Les élections ne changent pas grand-chose pour les travailleurs.

Pose variétés... On est un peu saouls de chiffres et de baratin, à minuit passé. Lecanuet, crispé, dit que ses candidats se maintiendront pour barrer la route au PC et au PS ; il fera reculer l'UDR. Toujours le changement dans le calme !

Marchais entre dans le studio au moment de l'annonce de son score... et

ça repart ! Il fait une fleur (une rose, bien sûr !) au PS — habile tactique en réponse à Lecat ! Péricard lui demande un commentaire sur les élections au Chili, il paraît qu'Allende est battu. Réponse sèche et sage de Marchais qui ne tombe pas dans le piège. (On apprendra plus tard qu'Allende conserve le pouvoir.)

Le grand dispositif télé, en définitive, n'est pas plus efficace que celui des années passées, malgré les moyens énormes mis en œuvre. Les radios périphériques en donnent plus.

C'est toujours pareil, tout cela est finalement lassant. Je ne regarde plus la télé... le pense aux luttes militantes que tous nos camarades vont continuer de mener. Après tout, s'ils se sont présentés aux élections, c'est pour redonner un coup de pouce à l'action. Nos camarades ne sont pas gens à rentrer dans leur coquille comme on peut le penser de ceux qui ont obtenu un score de 20 % !

Qui sont les 3 % d'électeurs qui ont exprimé par leur vote leur sympathie et intérêt pour le PSU ? Nous aimerions les mieux connaître. C'est à eux que nous pensons. Ils nous connaissent et nous approuvent puisque leur vote a voulu être un encouragement, alors, pourquoi tous ne viendraient-ils pas combattre à nos côtés ?

Françoise CLAIRE □

● Paris XV^e : les réformateurs casqués

Dans la nuit du vendredi 2 au samedi 3 mars, vers 0 h 30, à l'extrémité de la rue Lecourbe, une douzaine de colleurs d'affiches du P.S.U. se sont fait agresser par des individus casqués et armés de barres de fer. Ils ont réussi à s'échapper mais leurs véhicules ont été endommagés, ainsi que celui d'un automobiliste qui se trouvait sur les lieux.

L'identité des agresseurs ne fait pas de doute : il suffit de faire parler les murs. Les attaquants ouvraient la voie à un groupe important de colleurs réformateurs au service de M. Dupage, candidat de cette formation dans la 17^e circonscription de Paris.

Au moment où s'opère un rapprochement politique entre les réformateurs et la majorité, il est intéressant de souligner que les méthodes de prétendus partisans du changement dans le calme ne sont pas moins violentes que celles des C.D.R., hommes de main de l'U.D.R., ou de l'extrême droite. Les militants du P.S.U. ont pu vérifier à leurs dépens ce qu'ils ont toujours dit, à savoir que les réformateurs ne représentent qu'une variante de la bourgeoisie, effrayée elle aussi par la possibilité d'un succès populaire aux élections.

La CFDT et l'autogestion

Résumer en 94 pages les innombrables débats et prises de position de la CFDT sur l'autogestion, cela peut paraître une gageure. Pourtant Edmond Maire, Fredo Krumnov et Albert Detray ont réussi assez bien à tenir ce pari dans le petit livre paru aux éditions du Cerf (1).

L'ESSENTIEL de l'ouvrage est constitué par les 13 questions et réponses sur l'autogestion parues dans *Syndicalisme-Hebdo* et dont nous avons déjà montré l'intérêt (« TS » n° 553). Deux autres chapitres y ont été adjoints : l'un d'Albert Detray sur les sources historiques de l'autogestion ; l'autre de E. Maire et F. Krumnov sur le courant socialiste autogestionnaire dans la période actuelle.

Pour la première fois dans ce texte, les dirigeants de la CFDT désignent plus précisément les forces qu'ils placent dans le courant socialiste autogestionnaire. Après avoir rappelé que le parti communiste devra changer radicalement et que « le PS reste trop peu lié aux luttes sociales » Maire et

Krumnov précisent qu'il existe une convergence sur la perspective autogestionnaire « pour une partie du PS, une majorité du PSU et Objectif socialiste ». Albert Detray rappelle pour sa part dans le dernier chapitre que les CIC et l'AMR se sont également prononcés en faveur de cette perspective.

Ces précisions sont importantes. Elles permettent en effet à la CFDT de sortir d'un « flou » autogestionnaire qui pouvait très bien servir de base à la création d'une auberge espagnole où il suffirait de parler un tant soit peu d'autogestion pour être reconnu partie prenante de ce courant. Disons clairement que ce problème se pose particulièrement pour le PS et qu'il va se retrouver actualisé plus encore après ces élections. Il s'agit en effet de savoir si l'autogestion sera pour ce parti une simple référence idéologique, utile pour affirmer une « originalité » par rapport au PC mais coupée de toute insertion dans les luttes sociales et non reliée à une stratégie de contrôle ouvrier. Les interventions récentes de François Mitterrand évoquant l'autogestion au même titre que l'Europe et l'Alliance Atlantique comme points de « divergence » avec le PC illustrent cette possibilité.

Cette situation rend plus urgente que jamais un débat extrêmement clair entre toutes les forces se situant dans l'axe du socialisme autogestionnaire. Car si le combat unitaire contre le régime

de toutes les forces socialistes est une nécessité, quel que soit le résultat définitif des élections, il est clair qu'il est décisif que l'équilibre de ces forces s'oriente vers la gauche et non vers la droite. Tout laisse penser que le PS va voir en son sein progresser la puissance de sa droite, celle pour qui l'alliance à gauche est plus affaire de tactique que de stratégie et qui s'intéresse davantage à l'activité de son groupe parlementaire qu'au soutien aux luttes sociales.

C'est pourquoi ce livre de la CFDT qui pose question à toutes les forces socialistes, nous permet de poser nous-mêmes en retour deux questions, l'une à la CFDT et l'autre à la gauche du parti socialiste.

A la CFDT nous disons : Etes-vous prêts à peser de tout votre poids pour donner à ce courant socialiste autogestionnaire sa véritable existence politique ?

A la gauche du parti socialiste nous demandons : Entendez-vous vous cantonner à une simple bataille d'appareil au sein du parti socialiste ou êtes-vous prêts à participer à toutes les initiatives qui permettront au courant autogestionnaire de s'affirmer politiquement ?

Le PSU, pour sa part, fera le maximum pour travailler dans cette direction dans les mois qui viennent.

GERARD FERAN ■

(1) La CFDT et l'Autogestion - Editions du Cerf. Collection Objectifs. En vente à la Librairie de TS. 9 F.

PÉROU :

la réponse de Jean Verger

Un débat s'est instauré autour de l'article de Jean Verger sur le Pérou, publié dans « TS » du 21 février et intitulé : « Des militaires partisans de l'autogestion ». La semaine dernière,

nous avons publié la réponse de camarades de la sixième section de Paris à cet article. Cette fois, et pour mettre un terme au débat, Jean Verger fait face à ses critiques.

La sixième section du PSU a découvert chez l'imprimeur la lettre que j'avais envoyée du Pérou et qui se bornait à mettre l'accent sur quelques aspects peu connus en France, de la situation péruvienne : elle s'est dépêchée de répondre soit à des choses que je n'avais jamais dites, soit en apportant des éléments d'analyse qui me paraissent confus et contradictoires.

Sur l'autogestion : Je n'ai jamais écrit que le Pérou était le modèle de société autogestionnaire auquel nous aspirons ? J'ai simplement dit que les militaires péruviens développaient dans le secteur agricole et industriel les thèmes autogestionnaires : démagogie, collaboration de classe, poudre aux yeux, répondent les camarades de la sixième section.

Bien sûr que ces thèmes sont venus d'en haut. De même que l'application de la réforme agraire, effectuée presque immédiatement après le coup d'Etat du 3 octobre 1968 ; réforme agraire que nos camarades de la sixième section considèrent comme la plus positive du régime, tout en soulignant qu'elle s'est accompagnée d'une possibilité offerte aux expropriétaires fonciers dépossédés, de réinvestir leur capital

d'indemnisation dans des sociétés mixtes contrôlées par l'Etat.

Le résultat en a été, dans les secteurs agro-industriels expropriés (sucre, coton) un développement de la production agricole sans crise et sans répercussion sur les possibilités d'approvisionnement du pays : je ne connais pas le niveau réel des indemnités accordées aux propriétaires fonciers, ni le montant des sommes qui ont pu être réinvesties dans des sociétés d'économie mixte : voilà un sujet d'investigation intéressant : mais je constate simplement que l'expropriation a eu lieu, qu'elle a été radicale et qu'elle s'est accompagnée de formes d'autogestion de ces entreprises agro-industrielles, ou de ces fermes collectives.

Dans le secteur industriel, les camarades, d'un côté affirment dans la conclusion de leur article, que j'aurais dû insister sur l'un des aspects positifs du nouveau régime, à savoir la diversification des sources de financement capitaliste extérieur et, de l'autre, expliquent que la nationalisation de l'IPC s'est accompagnée d'un afflux de capitaux américains : il conviendrait sans doute d'accorder les violons et de comprendre dans quelles conditions, aujourd'hui, s'effectuent les investissements étrangers, avec quel contrôle, et dans quel cadre juridique...

● Révolution bourgeoise ? : Ce qui caractérise le nouveau régime, c'est son aspect anti-impérialiste et antioligarchique ; les camarades de la sixième section ne nieront pas cela : peut-on dire pour autant que ce régime constitue une simple alliance entre les militaires et la bourgeoisie nationale ? L'explication serait tentante : c'est sans doute le vœu de la bourgeoisie nationale et d'une partie des militaires ; mais la « bourgeoisie nationale » est faible ; et les militaires qui ont fait le coup d'Etat et, qui sont au pouvoir aujourd'hui affirment leur volonté anti-impérialiste et anti-bourgeoise : faut-il les traiter de démagogues, alors qu'on sait parfaitement que des gens comme Velasco, Mal Donado, croient à ce qu'ils disent. Hector Béjar, qui combattit l'armée les armes à la main dans l'ALN, est-il un traître ? Y a-t-il place en Amérique du Sud pour une « bourgeoisie nationale » anti-impérialiste ? Je ne le pense pas. Le bonapartisme militaire actuel au Pérou exprime à sa manière les aspirations anti-impérialistes des masses et l'incapacité du mouvement révolutionnaire à remplir sa tâche (les raisons en sont nombreuses, l'une d'elles est sans doute constituée par la faiblesse du poids spécifique de la classe ouvrière) (1).

La junte s'appuie sur la paysannerie, la petite bourgeoisie et essaie de gagner la sympathie des travailleurs ; elle a en même temps à faire face au problème du développement industriel : la gauche révolutionnaire, essentiellement universitaire, attaque le régime, sans comprendre le parti tactique qu'elle

pourrait recueillir d'un soutien critique, prenant aux mots, la volonté « autogestionnaire » du nouveau régime : si demain on assistait à un glissement à droite et à une reprise en main à la bolivienne par les Américains, elle, et ses thuriféraires d'Europe, verseraient sans doute une larme de crocodile...

Le régime péruvien actuel ne constitue certes pas un modèle pour le continent latino-américain, mais il contient, de par ses contradictions et son caractère bonapartiste des possibilités que la « gauche révolutionnaire » aurait pu faire fructifier. Mais il faudrait pour cela sortir des schémas préfabriqués et regarder la réalité en face, sans myopie politique !

J.V. ■

(1) Certains critiques du régime péruvien expliquent que le coup d'Etat d'octobre 1968 avait pour mission de prévenir une montée révolutionnaire des luttes et a donc joué un rôle objectivement contre-révolutionnaire. Cette analyse est fautive : au moment où le coup d'Etat eut lieu, les masses populaires, étaient dans un état de prostration considérable et le régime démocratique bourgeois de Belaunde s'apprêtait à poursuivre ses joutes électorales traditionnelles ; la bourgeoisie nationale n'avait rien à gagner de ce coup d'Etat.

URGENT

Entreprise Chauffage - Plomberie - Conditionnement - Ventilation - Paris nord-ouest, en voie autogestion, recherche un technicien ou ingénieur pouvant aussi régler problèmes commerciaux et administratifs. Gros problèmes formation et pédagogie. Ecrire B. FOREL, 32, bd Mal-Joffre, 92 - Bourg-la-Reine, qui transmettra.

Dunkerque :

LE FAR-

Comme à Fos, le capital joue la carte du profit. L'industrie lourde concentrée sur quelques kilomètres carrés. La production exportée vers d'autres régions. Aucune industrie de transformation capable d'équilibrer l'emploi de la région.

La main-d'œuvre temporaire mal payée, les logements de bric et de broc, les marchands de sommeil, les plages détruites, l'absence d'équipements, des prix exorbitants, la pollution... Telles sont les conséquences. Qu'importe au patronat et à l'Etat, puisque « ça » produit, « ça » rapporte. Les travailleurs de Dunkerque en ont marre et ils ont montré leur colère. Là comme ailleurs le patronat a fait donner la police. Les gros intérêts sont à défendre...

Tel est le bilan de ce nouveau chantier, ce « Far-West » du capital, que la section PSU de Dunkerque dénonce dans ce dossier. ■

Le bord d'une mer parcourue par un nombre considérable de bateaux, à proximité des zones industrielles les plus puissantes d'Europe, avec d'immenses terrains vierges ! touchez-en deux mots à une compagnie pétrolière qui trouve les « tankers » de 300.000 t rentables, mais difficiles à amener à bon port, à un seigneur de l'acier, un trust de l'aluminium, un grand du ciment et quelques autres qui veulent « investir » ; un Etat qui ne demande qu'à faire plaisir à ces gens-là et à quelques autres qui cherchent à faire de « bonnes affaires »... Deux mots seulement et voilà lancée l'opération « Dunkerque An 2000 ».

la croissance de la « nouvelle société »

On a prétendu et on continue de prétendre que l'installation à Dunkerque d'industries lourdes serait le point de départ d'un essor, qui sortirait le Nord - Pas-de-Calais de sa récession et de sa dépendance du charbon des mines et du textile de Roubaix-Tourcoing. La fin du chômage, quoi ! du sous-emploi, du sous-développement industriel, l'« aménagement du territoire », le « remodelage » d'une région pour le bien commun.

On en est loin ! Tout le monde à Dunkerque est d'accord pour dire que les industries lourdes ne sont pas suffisantes. Ce qui bloque le développement de l'emploi, c'est l'absence d'industries de transformation, de biens de consommation, comme on dit dans les hautes sphères de la Chambre de commerce.

De la production lourde, il y en avait déjà : les chantiers navals de Lefol, Creusot-Loire (Usine des Dunes), la raffinerie B.P., Lesieur et Usinor 1. La croissance des emplois repose encore sur les chantiers industriels-portuaires de l'Ouest : le nouveau port, Usinor-Mardyck, demain Total, Pechiney (peut-être !), Lafarge, E.D.F., c'est dangereux, l'avenir est incertain.

L'Etat construit un nouveau port, industriel celui-là. Il a déjà aménagé un canal « à grand gabarit » sur les bords duquel les pêcheurs ne voient guère passer de péniches (il relie Usinor-Dunkerque à Usinor-Denain). Il a construit une centrale thermique, en

attendant d'en édifier d'autres, dont une « Nucléaire » celle-là, vers Gravelines. Et puis on a enfin l'autoroute. Bien sûr, cela fait des milliards... Mais « Puisqu'on vous dit que c'est pour votre bien » !

Oui, le capitalisme investit dans les industries lourdes, parce que c'est plus rentable : la future production de Dunkerque ne sera pas transformée sur place pour l'essentiel. Les tôles d'Usinor partent chez Renault ; pas d'industrie de mécanique, de transformation des produits chimiques pour prendre le relais. Les usines du textile ferment les portes (Comptoir Linier, Weill, Saint-Frères, Dickson). Le miracle des frères Willot, (les fameux Dalton !) à Saint-Pol-sur-Mer ? Qui y croit ? 50 emplois créés pour le moment !

Et le port de commerce ? Pas d'intérêt. Anvers et Rotterdam, qui ont des dockers moins combatifs feront parfaitement l'affaire... dans le cadre du Marché Commun. Tant pis pour qui paie les pots cassés !

« Quel avantage pour la main-d'œuvre ! » se dit le patronat. On la trouve à bon marché. On la fait venir des mines, du Valenciennois, de la Lorraine en récession... Au niveau des salaires, elle ne doit pas être exigeante !

L'Etat, quant à lui, prête à Usinor à un taux très avantageux, les « emprunts Acier », il fait bien que ça serve à quelque chose ! Il transporte le minerai, les tôles par la S.N.C.F. « nationalisée », au taux le plus bas. Il prête aux autres entreprises qui s'installent à des tarifs sans concurrence.

Pourtant le marché de l'acier est très encombré du fait de la concurrence japonaise et américaine. Qu'à cela ne tienne : l'aciérie 2 et Usinor-Mardyck permettront de fermer les usines mourantes du Nord et de Lorraine, d'éponger les 12.500 suppressions d'emplois de Lorraine.

Usinor vient de lancer pour 60 milliards anciens d'obligations, première tranche d'un programme d'agrandissement de 500 milliards. Pour améliorer les conditions de travail de son personnel ? Bien sûr que non.

Les mineurs mauritaniens, brésiliens ou lorrains, les travailleurs de la sidérurgie de Dunkerque, de Lorraine, de Provence ou d'Allemagne, français ou immigrés sont en fait livrés aux « magouilles » secrètes, qui doivent permettre à l'Etat, à Borgeaud d'Usinor,

à Schneider des Chantiers ou à De Wendel de mettre de l'ordre, leur ordre du profit dans cette coûteuse pagaille. Et il est évident que ce ne seront pas les profits qui trinqueront.

Et puisque « c'est parti », l'Etat va aider ces « braves gens qui ont pris des risques en investissant » à aller jusqu'au bout. La croissance n'a et n'aura aucun résultat pour les travailleurs de la région. Par contre, on peut déjà mesurer les « retombées » de cette expansion forcénée.

Il existe tout d'abord ces milliers de « travailleurs de chantier », ces nouveaux pionniers de l'expansion du Far-West dunkerquois. Il y en aura beaucoup plus, lorsque le nouveau port aura été aménagé. Sofresid, Herlce, Dumez, Fougerolle, Limousin, Razel, sans compter tous les rapaces, les boîtes de travail temporaire Bis, Locamet, Solor, Sinat, Sopresi, Management-Industrie, Remat, Prestations de Service, etc., qui prolifèrent dans la région dunkerquoise. Même qu'ils font de la peine à Lefol parce qu'ils débauchent son personnel en lui offrant des primes de transport. Les loups capitalistes se mangent entre eux !

Les travailleurs de chantier travaillent souvent plus de 10 heures par jour (voir la récente grève chez Fougerolle). Ils habitent dans des caravanes, mal reliées pour la plupart, ou pas reliées du tout au réseau d'eau et d'électricité, sur des emplacements souvent improvisés loués très cher. Les propriétaires de terrains de l'Ouest ont vite compris qu'il était beaucoup plus rentable d'y accueillir des caravanes, plutôt que de faire pousser des poireaux ou des carottes.

« usimort »

Les caravaniers sont encore les plus favorisés. Pour les autres, c'est-à-dire, principalement pour les Algériens, Tunisiens, Marocains, Portugais, il y a les taudis, les meublés, les hôtels mitigeaux aux loyers exorbitants, ou encore les « algeco » et autres baraques de chantier posées en pleine nature, loin de tout. Pour d'autres, ce sont des foyers de célibataires, où d'anciens gendarmes imposent un règlement militaire, ou encore l'ex-foyer du bâtiment d'Usinor, le 148 rue de la République à St-Pol-sur-Mer, tristement célèbre, voire les bidonvilles de St-Gobain ou de l'île Jeanty, où les cabanes recouvertes de plastique et vieux autobus

qui ne demandent qu'à brûler (comme le 1^{er} janvier 72).

Quant à ceux qui vivent dans des logements neufs, pendant longtemps c'est le désert. Pas de commerces (souvenez-vous de « l'affaire Lemaire »), pas d'école, de P.T.T., de clinique, d'hôpital, de pompiers...

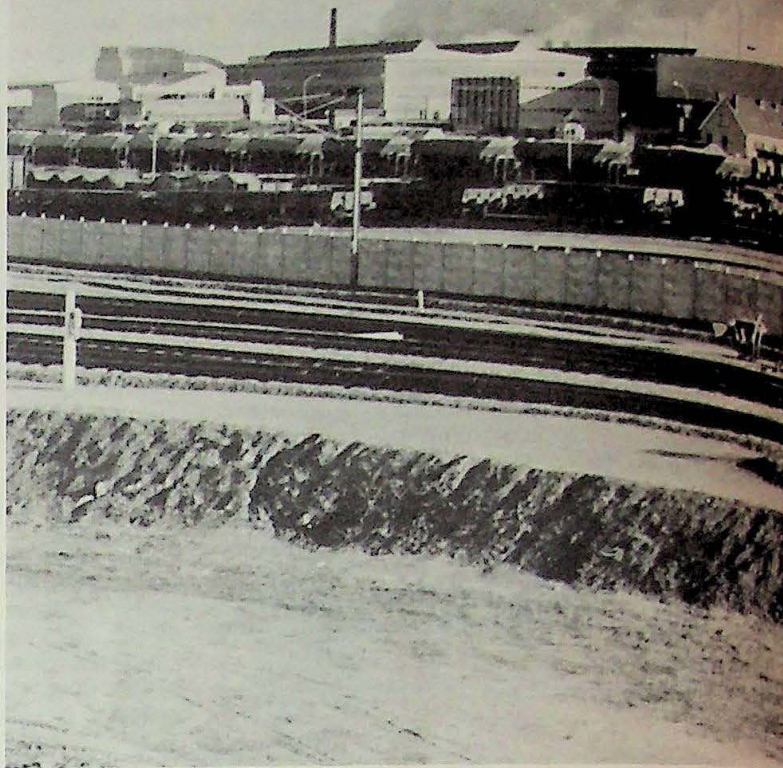
Même si les travailleurs de chantier restent deux ou trois ans, pour la plupart des élus, ils ne sont pas intéressants : ils ne votent pas ! Il faut dire aussi qu'à quelques rares exceptions près, les boîtes qui font venir des travailleurs de loin, se désintéressent totalement de leur accueil. A eux de se débrouiller : il y a le foyer de l'Armée du Salut, même si on leur a promis par les petites annonces : « Situation intéressante, logement assuré... ». La situation des travailleurs qui construisent les usines n'intéresse pas grand monde, tant que les travaux ne sont pas trop retardés par le mécontentement.

Des raisons de mécontentement, il y en a, et les grèves et mouvements divers de ces derniers mois le montrent ! Lesieur, Usine des Dunes, Fougerolle, le conflit des transports à Usinor.

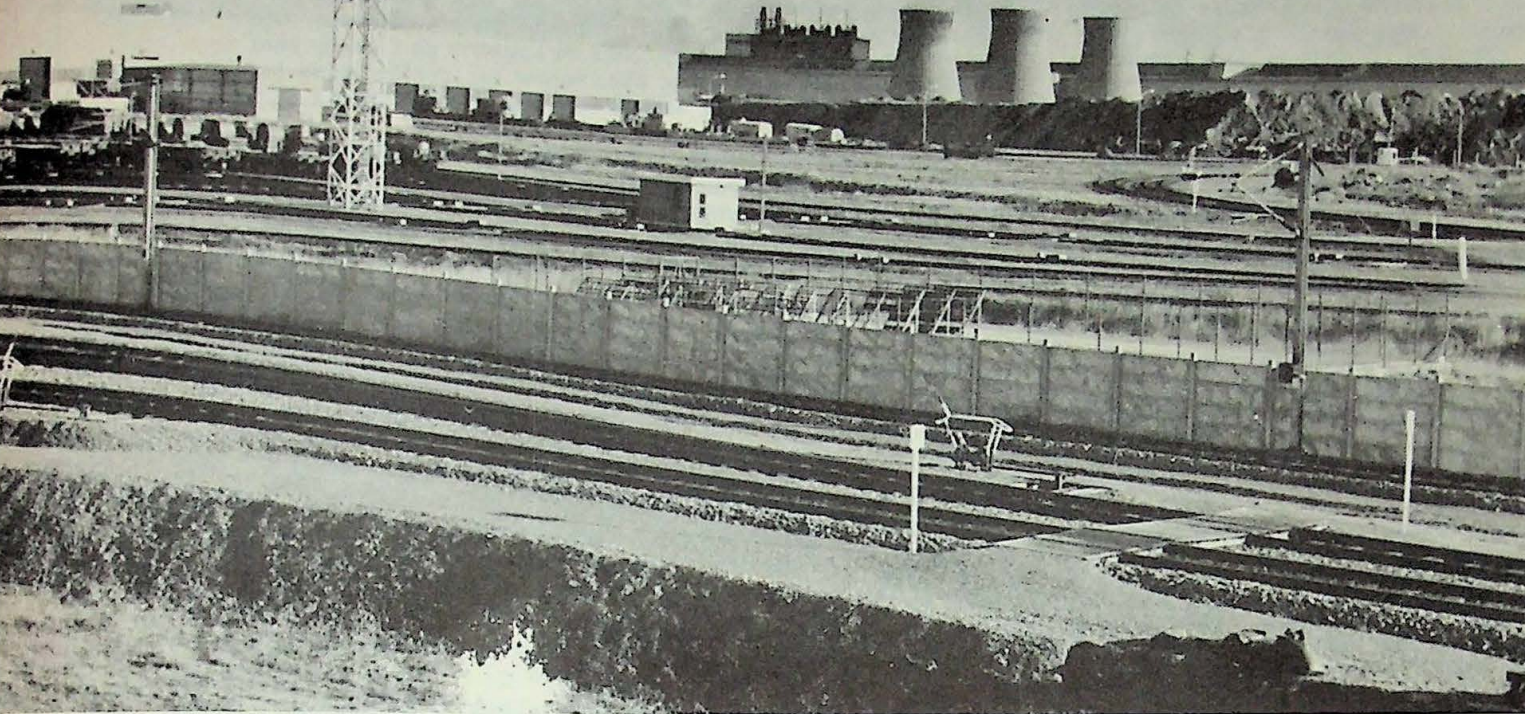
Les travailleurs, qu'ils soient de chantier ou non, en ont marre de passer deux ou trois heures par jour dans le train ou l'autocar de ramassage, auxquelles s'ajoutent 50 minutes perdues à trainer avant l'heure et après l'heure dans l'usine en attendant la relève. Immigrés et intérimaires participent à ces mouvements, qui ont parfois pour origine les accidents du travail.

Les chantiers sont dangereux. Le profit passe avant tout. Résultat : un nombre considérable d'accidents du travail. Avant même qu'Usinor démarre, il y a une dizaine d'années, on comptait déjà 18 morts. Pour l'ensemble de la région dunkerquoise, il y en a eu en 1970 : 15 ; en 1971 : 31, dont 17 sur les chantiers d'Usinor ; en 1972 : 22, dont 14 à Usinor et 3 à l'Usine des Dunes. Et il y a les blessés, parfois très graves, comme ces jeunes qui ont dû être amputés : toute une vie foutue... Les monteuses, les soudeuses, tous ceux qui travaillent à 20 ou 40 m risquent constamment l'accident. « Fatalité », disent le patron et l'inspecteur du travail ; « Course au profit », répliquent les travailleurs et les militants du P.S.U.

Au rythme du travail et à la fatigue, s'ajoutent l'absence d'organisation du



VEST DU PROFIT



travail, les installations vétustes. Et il y a toutes les maladies non reconnues par la Sécurité Sociale : accidents pulmonaires, cardiaques, nerveux, qui sont le fruit des « feux continus », de la priorité donnée à la machine contre l'homme.

Le patronat ne veut rien savoir. Quand les travailleurs du « Mouvement » à Usinor ou ceux de l'Usine des Dunes, de Fougerolle, de Lesieur, d'Air Liquide... se mettent en grève, les directions montrent leur incapacité à régler les problèmes. Les décisions importantes ne sont pas prises sur place, mais dans le Bureau parisien d'un P.D.G. et de son conseil d'administration. Même chose pour les dockers, les fonctionnaires, les cheminots, les postiers... Les patrons locaux ne sont que des boîtes à lettres. Tout se décide en « haut lieu » par des gens qui ignorent tout des problèmes réels et concrets des travailleurs.

Alors les travailleurs savent qu'ils n'obtiendront que ce qu'ils arracheront. C'est pourquoi à Dunkerque, ils luttent durement, sans se laisser impressionner par les patrons de combat, par certains cadres-flics (comme à l'Usine des Dunes).

organiser la survie ?

Les problèmes qui se posent aux travailleurs de chantiers, immigrés ou déplacés sont inséparables de ceux des travailleurs dunkerquois. A Dunkerque, malgré « l'expansion », le niveau de vie des habitants est un des plus bas de France. Pourquoi ? Eh bien, parce que l'industrie lourde, les chantiers ne paient pas cher les travailleurs et qu'il n'y a pas d'emploi

Lorsqu'il n'y a qu'un seul salaire qui entre au foyer, les fins de mois sont difficiles et, en cas de conflit, les patrons savent aussi jouer de cet argument. Chaque jour des jeunes saint-poloises doivent prendre le bus pour aller travailler à la C.G.C.T. à Longue-nesse (P.-de-C.). A Grande-Synthe, les femmes des travailleurs d'Usinor meurent d'ennui dans leurs H.L.M. Pas d'emploi pour elles. C'est aussi un aspect d'une expansion dite miraculeuse !

Les caravanes, les « Algeco », les bidonvilles pour les travailleurs de chantier, les H.L.M. des Nouvelles-Synthes pour les autres. Et pourtant

l'État avait décrété que, comme l'aménagement de Fos et de la région Rhône-Alpes, l'aménagement de la région dunkerquoise était une opération-pilote, priorité des priorités. Il s'agissait en fait de démontrer qu'une grande opération capitaliste comme celle de Dunkerque n'entraîne pas nécessairement une spéculation foncière effrénée, le parquage des travailleurs dans des blocs de béton, le sous-équipement, le saccage de la région...

Qu'a-t-on vu en fait depuis qu'Usinor est arrivé ? : une montée en flèche du prix des loyers. A Malo, on vous loue un deux pièces cuisine 800 F et plus par mois. Et comme il n'y a pas beaucoup d'appartements à trouver, les jeunes ménages, qui souhaitent avoir un peu d'indépendance, sont bien obligés d'y passer. Quant au prix du mètre carré de terrain depuis 10 ans il poursuit une courbe ascendante vertigineuse.

Compte tenu de l'apport de population prévisible, les spécialistes estiment qu'il faudrait construire au moins 4.000 logements par an. Si l'on tient compte que, presque trente ans après la guerre, il subsiste encore des centaines de baraquements, de chalets dits « provisoires », on en est toujours loin du compte. Après être restés longtemps aux 1500 logements annuels, on en est actuellement aux 2.700 construits en 1972.

Mais quels logements ! Alors que le travail par « feux continus » sévit au maximum — car il ne faut pas arrêter la chaîne sans fin du profit — après

8, 10 ou 12 heures passées au boulot et sur les routes, les travailleurs retrouvent leurs blocs sonores, avec l'impossibilité de se reposer et rien ou si peu pour se détendre (aux Nouvelles-Synthes, 20.000 habitants n'ont même pas un cinéma !)

Pas de terrain en ville pour les travailleurs. On les exile à la périphérie (cité du Mail, Carré de la Vieille à Dunkerque, Les nouvelles Synthes à l'Ouest... à deux pas de l'usine et de ses fumées polluantes). Par contre, il reste encore assez de terrain pour faire des opérations de prestige, type « ensemble résidentiel du Reuze », demain « Agora », après-demain opération « Bassin du Commerce », dont les travailleurs n'ont strictement rien à faire.

Et les équipements ? Il n'y en a pas ou si peu : une seule crèche ! Le nouvel hôpital, qui devait être terminé pour cette année, est encore loin de sortir de terre : faute de moyens appropriés, les malades, les blessés gravement atteints sont systématiquement envoyés vers la Cité Hospitalière de Lille. Pas de foyer de jeunes travailleurs, qui arrivent de partout tous les jours, attirés par le mirage dunkerquois.

Voilà des réalités dont on ne parle guère, mais qui sont ressenties profondément par les travailleurs et leurs familles. Ajoutez l'ennui des jeunes, le racisme sous-jacent, l'inorganisation des transports dans l'ouest notamment, la sous-scolarisation, la délinquance, qui mène quasi exclusivement les enfants du peuple devant les tribunaux :

tout tend à faire de la description de la réalité dunkerquoise un tableau sombre, très différent de l'optimisme officiel, fait de chiffres, de records : « le plus grand ceci, le plus gros cela » ! Ce n'est pas un hasard si Dunkerque est réputé pour son Carnaval, trêve dérisoire de quelques jours permettant quelques soirs par an d'oublier tout le reste...

les apprentis-sorciers

Depuis plusieurs années, les « anciens » dunkerquois regrettent le ciel d'antan. Pour qui arrive de l'extérieur, l'agglomération semble être en permanence sous un couvercle gris, avec des traînées jaunes et oranges. Autrefois de Bray-Dunes à Gravelines, les travailleurs et leurs familles trouvaient, pour leurs loisirs, des plages calmes et accessibles. Fini tout cela : maintenant il ne reste plus que le secteur Est, probablement amputé un jour prochain par un port privé de plaisance pour les week-ends des cadres ou par des opérations immobilières du côté de Bray-Dunes. Plages mazoutées bien sûr.

Mais là n'est pas probablement la principale cause de pollution. Quand, aux fumées de la B.P., de la Centrale Thermique, d'Usinor, de l'Usine des Dunes, viendront s'ajouter celles de Lafarge, Pechiney et des centrales, (dont celle nucléaire de Gravelines), le degré de pollution sera grave.

Le vent balayera tout cela vers la mer, disait-on. Mais voilà : le vent souffle où il veut et, bien des jours, c'est vers les habitations et ceux qui y logent. Et pas une forêt à moins de 40 km. Quel avenir pour nos enfants !

Tels sont les fameux fruits de la croissance... Produire ? Oui, mais pourquoi et pour qui ? Que fait-on des désirs et des besoins des travailleurs et des habitants ? Cette société de domination n'a qu'une logique : **travail, consommation, et tais-toi !**

A Dunkerque, comme ailleurs, les travailleurs prennent conscience que ce n'est pas en termes de pourcentage de croissance — comme dit le Programme commun — que se choisit un avenir. Etre libre et responsable dans une société autogérée, c'est aussi poser en d'autres termes, avec d'autres valeurs que celle de l'économie de profit, les questions de l'avenir de Dunkerque.

Section P.S.U. de Dunkerque ■



HLM DES NOUVELLES SYNTHES : la ville qu'ils nous font.

● expulsions : vers la solidarité politique

Malgré le silence de la presse, trop heureuse de pouvoir détourner les travailleurs des problèmes réels de leur vie par ses dissertations sur les élections, la lutte des travailleurs immigrés se poursuit contre l'esclavage auquel les soumet la circulaire Fontanet. Partout où des grèves de la faim démarrent, un large soutien populaire se dessine. Des comités se créent dépassant le plus souvent l'aspect de cartels.

Les travailleurs français sont à chaque fois un peu plus nombreux à se rendre compte que leur solidarité ne peut pas s'arrêter à de simples considérations « charitables » et « humanitaires ». La solidarité de classe, du prolétariat français-immigré, contre le capitalisme et l'impérialisme français peut devenir effective et efficace. Elle se traduira par une lutte pour l'abrogation de la circulaire Fontanet, pour l'égalité de droits entre travailleurs immigrés et travailleurs français.

Pris de court, le patronat et son gouvernement fuient leur responsabilité. Ils contraignent leurs fonctionnaires, assaillis de protestations, avec occupations comme à la direction de la main-d'œuvre à Paris, à signer en toute hâte des « papiers » sans valeur pour tempérer les protestations. Les services de la main-d'œuvre, ceux de l'agence de l'emploi sont utilisés comme écran pour désamorcer les conflits sans les résoudre. Le rôle qu'ils veulent leur faire tenir apparaît bien en pleine lumière.

Edgar Faure, le ministre des Affaires - dites sociales - par des discours démagogiques auxquels il a habitué les travailleurs, avait promis une solution d'ensemble. Promesse non tenue. Il refuse même de se rendre aux réunions pour discuter de la situation du prolétariat immigré avec la C.G.T. et la C.F.D.T.

M. C.

- TOULOUSE

Après les grèves de la faim de Valence, La Ciotat... les Tunisiens de Toulouse s'interrogent, se réunissent avec des Français. Dix-neuf travailleurs tunisiens constituent un nouveau dossier pour demander la carte de travail, ils sont rapidement trente-six puis trente-neuf.

Le vendredi 16 février les trente-neuf dossiers font l'objet d'un dépôt collectif auprès des autorités compétentes, c'est-à-dire depuis la circulaire Fontanet le commissariat central. La revendication de ces travailleurs est l'obtention immédiate de la carte de travail pour tous les immigrés qui, comme eux, travaillent en France, sans qu'elle soit liée à un contrat contrairement à ce que prévoit la loi Fontanet.

Mercredi 21 février : 30 Tunisiens sont convoqués à la police, les neuf autres étant des cas plus complexes. Ils sont invités à compléter leurs dossiers puisque certains ne contiennent comme feuille de paye qu'un papier portant mention du nombre d'heures de travail et du salaire (après déduction de la cotisation aux Assurances sociales).

Jeudi 22 février : Les Tunisiens décident en A.G. de faire la grève de la faim : le dépôt des dos-

siers a été un acte collectif, ils n'acceptent pas les divisions et veulent une réponse collective.

Vendredi 23 février : Le comité de soutien aux « 36 » qui s'est créé dès le début tient une A.G. et les Tunisiens annoncent que 55 travailleurs tunisiens et marocains vont faire la grève de la faim. De plus deux Français acceptent de se joindre ainsi qu'un militant PSU. Ce sont les médecins du G.I.S. (Groupe information Santé) qui assureront le contrôle médical.

La grève se déroule dans la crypte de l'église Saint-Aubin depuis samedi matin (24 février). Dès le dimanche des tracts popularisent l'action dans Toulouse. ■

Christian LAMOUREUX

- PERPIGNAN

Une douzaine de travailleurs arabes (Tunisiens, Algériens et Marocains) se sont installés le 24 février à midi dans l'église La Réal de Perpignan avec l'approbation tacite de l'évêque. Un prêtre du quartier pauvre du Haut-Vernet, le père Guillaume Autrait, fait la grève avec eux. « J'ai passé 25 ans au Maroc, dit-il. J'ai vu comment on les exploitait là-bas. Je rentre en France et je vois que c'est pareil. Alors je fais ce que je peux pour les soutenir. »

La veille s'était tenue une assemblée générale des grévistes et de toutes les organisations intéressées. La déléguée de la CGT a exprimé publiquement la « sympathie » de sa Centrale pour la grève. La CFDT, la Ligue des Droits de l'Homme, l'Esquerra Catalana des Traballadors et une demi-douzaine de groupes gauchistes participent activement au Comité de soutien. Ce dernier, pour une fois, est remarquablement uni et modeste.

Les ouvriers arabes s'expriment abondamment, le président (un Tunisien francophone) assurant les traductions dans les deux sens. L'initiative de l'action et l'essentiel des textes de popularisation sont le fait des ouvriers arabes.

Le Comité de soutien, qui se charge de la popularisation du mouvement est composé de la Ligue des Droits de l'Homme, la CFDT, le SGEN, le PSU, la Ligue Communiste, les Amis de l'Humanité Rouge, la Cause du Peuple, Echange et Dialogue.

La CGT a préféré ne pas participer à ce comité de soutien, rompant par là-même l'unité populaire réalisée autour des travailleurs immigrés. Elle a déclaré qu'elle les soutiendrait toute seule, de son côté, prétextant qu'il fallait résoudre un problème urgent : celui de « l'immigration clandestine ». Le respect de la

« légalité » lui fait oublier la solidarité de classe !

Quant aux candidats et aux responsables du PS et du PCF, ils ont brillé jusqu'à maintenant par leur absence, alors que l'évêque de Perpignan est venu dès le samedi après-midi manifester son soutien aux travailleurs immigrés. ■

- CIMIEZ

Depuis le 23 février, 10 travailleurs tunisiens font la grève de la faim à l'église du monastère de Cimiez. Comme leurs camarades de Valence, de Fos, de la Ciotat, de Toulon... ils s'attaquent à la désormais fameuse « circulaire Fontanet ». Ici sur la Côte, l'application de cette dernière se fait sentir cruellement.

Les travailleurs immigrés sont nombreux sur les chantiers des bâtiments et subissent la dure exploitation des marchands d'esclaves : les salaires sont dérisoires,

les travaux les plus pénibles, pas de Sécurité sociale, sans aucune garantie, le chantage perpétuel à l'expulsion. Certains travailleurs pour obtenir leur carte de travail et leur carte de séjour doivent verser 1.000 F à leur patron, lequel empêche l'argent et oublie de faire les démarches nécessaires. C'est le gangstérisme légalisé.

A noter également l'attitude du consulat de Tunisie qui n'hésite pas à envoyer ses sbires sur les lieux de la grève, à menacer les grévistes des pires représailles, à les isoler du comité de soutien en leur recommandant de se méfier des gauchistes provocateurs et agents de l'impérialisme.

Jusqu'ici toutes ces manœuvres ont fait long feu, devant la détermination des travailleurs eux-mêmes, et le soutien de plus en plus massif des gens du quartier. Les camarades du Parti sont présents dans le comité de soutien et participent à la popularisation de la lutte. ■

● COFRAMAILLE : 3^e semaine de grève

La grève pour un salaire libéré du rendement continue à Schirmeck (Bas-Rhin). Les 96 ouvrières des ateliers de confection et de finition ont arrêté le travail le 15 février dernier, après une mise à pied de trois jours, parce qu'elles avaient refusé de remettre des tickets de production. Elles ne peuvent plus supporter la course contre la montre pour tenir les cadences, même pour un salaire meilleur.

Cela, elles doivent l'expliquer dans toute la vallée de la Bruche. Les salaires des ouvrières de production liées au rendement sont relativement décentes (1.400 à 1.500 F mensuels). Aussi des travailleurs les suivent mal dans leur revendication sur la qualité de la vie.

A l'intérieur de la Coframaille, dans les secteurs où travaillent des hommes, syndiqués CGT, les salaires sont souvent inférieurs. Ces travailleurs poussent à transformer leur grève en une grève pour une augmentation de salaires. La position chez les employés (F.O.) est sensiblement la même.

Pour sa part, la direction tente de se donner des moyens de substitution. Elle voulait faire exécuter des travaux à Neuf-Brisach (68) autre usine du groupe. Les travailleurs ont refusé de faire des heures. Elle a ensuite essayé la même opération à Arras. Des difficultés techniques que les ouvrières mettent peu d'empressement à

résoudre, ont bloqué pour l'instant, la tentative. Elle parle également de fermeture de l'usine.

Le mardi 20, les grévistes ont assisté à la projection de « Coup pour coup », film réalisé collectivement à propos de grèves chez les ouvrières. Vendredi, les syndicalistes CFDT ont expliqué à Strasbourg, le sens de cette grève. Le « canard » local « Uss'm Follik » (Du peuple) popularise le conflit.

Par contre, la mise sur pied d'un comité de soutien semble plus difficile à réaliser. Pourtant, les camarades PSU sont d'avis que le type de combat que mènent les ouvrières de Co-framaille contre le salaire lié au rendement doit être popularisé au maximum.

Lundi soir 26, elles se rendent à la station régionale de l'ORTF pour protester contre le silence de celui-ci sur leur grève. Des tracts explicatifs sont distribués à tous les travailleurs de l'Office. D'autres tracts sont massivement répandus dans les rues de Strasbourg, afin d'attirer l'attention sur l'absence d'information correcte.

La pression des travailleurs permet qu'une annonce soit faite au bulletin du soir, signalant pour le lendemain un reportage sur le conflit de la Coframaille.

Pendant toute la semaine qui précède le premier tour des lé-

gislatives, les grévistes et les militants qui les soutiennent font des interventions franches dans les meetings électoraux.

A Schirmeck, le ministre URP A. Bord ne parvient pas à donner des explications claires. Les camarades du PSU, avec R. Boehm, candidat, lui mènent la vie dure !

Le début de cette troisième semaine de grève voit se développer une nouvelle initiative. Les grévistes se sont rendues à Lille, faire le siège des Willet-Dalton, propriétaires de la Coframaille, après avoir fait largement connaître leurs difficultés parmi les travailleurs du textile du Nord.

Pour l'instant, les ouvrières sont confiantes, unies et déterminées (« pour la première fois de leur vie d'ouvrières » disent certaines d'entre elles, parmi les « anciennes », notamment). Les maris ont bien compris le sens de la lutte. Une « association des maris des ouvrières en lutte » a vu le jour.

Jamais plus les ouvrières ne supporteront comme avant les « conseils » des chefs (du patron au plus petit) : « Plus vite, madame, vous prenez du retard ! Voyez les champions, ils améliorent constamment leurs performances ! ». Lorsqu'elles se sont étonnées que les cadences soient inférieures dans la fabrique des sous-vêtements à la mode, à celles des ateliers de sous-vêtements normaux, elles ont eu cette réponse on ne peut plus claire : « Mais c'est normal, nous les vendons plus chers, notre marge de bénéfice est donc plus grande. » Tout était dit. ■



Ce livre nous vient du Japon. Il est écrit par un des plus grands médecins de ce pays, le Dr SHA KOKKEN. Pour aider les nombreux couples qui ignorent comment réussir une entente heureuse de leurs corps, alors que leurs cœurs battent à l'unisson.

Ces couples trouvent dans « SEXUELLE TECHNIK » une documentation très sérieuse, très claire et compréhensible sur les méthodes à employer et l'indispensable hygiène. Les nombreuses illustrations instruisent le lecteur aussi clairement que possible sans le choquer jamais. Des précisions, oui. De la vulgarité, jamais.

Il faut lire ce livre remarquable qui allie à une extrême délicatesse de sentiment, une connaissance profonde du cœur et du corps humains.

« Sexuelle Technik » n'est pas un ouvrage érotique. C'est une œuvre dont l'auteur connaît l'importance de l'amour dans la vie des hommes.

Les rapports conjugaux ne sont plus exclusivement un acte de procréation, mais un constant et attrayant dialogue amoureux entre les époux. Les nouvelles conceptions sexuelles dans le mariage exigent aussi la connaissance et la pratique d'une hygiène précises afin de déclencher les jolies érotiques. ■

Ces lignes sont extraites de l'avant-propos du Docteur SHA KOKKEN.

Traduit dans presque toutes les langues, ce livre voit son tirage dépasser 2.500.000 exemplaires. Il est envoyé franco par les EDITIONS GUY DE MONCEAU, 34, rue de Chazelles, PARIS-17^e, C.C.P. Paris 67-47-57. Prix : 55 F en chèque bancaire ou C.C.P.

Aucun envoi n'est fait contre remboursement, ni payable à réception.

Veillez m'envoyer « SEXUELLE TECHNIK » (T.S.) M. Adresse Mode de paiement

les partis devant l'école

L'ÉCOLE EST LE REFLET DE LA SOCIÉTÉ
ELLE FAIT DE VOS ENFANTS LES FUTURS
EXPLOITÉS, LES FUTURS CONDITIONNÉS, LES
FUTURS CONSOMMATEURS.



Il y a plus de deux semaines nous constatons déjà le silence de la campagne électorale sur l'école et le silence s'est totalement maintenu.

Depuis, combien de réunions électorales dans les écoles pour y parler de tout, sauf, le plus souvent, de l'école ? Comme si celle-ci devait rester une affaire à part, réservée à des spécialistes, tellement elle semble étrangère à une analyse politique qui puisse se relier à celle que l'on fait de la vie sociale dans son ensemble.

Avant, on osait en parler davantage dans la mesure où elle était, pour les masses populaires, considérée comme un acquis de la démocratie qu'il s'agissait d'améliorer et de défendre contre l'enseignement privé confessionnel.

Aujourd'hui cet « acquis » est remis en question et d'une façon tellement profonde que c'est la société elle-même qui est visée. D'où l'impossibilité pour tous les partis traditionnels, à droite comme à gauche, de prendre en charge politiquement cette contestation. Ce serait scier la branche sur laquelle on est bien assis.

Cependant, le livre « Les partis devant l'école » (1) s'il s'adresse à un public limité a néanmoins brisé le mur du silence. C'est à nous de nous engouffrer dans la brèche...

(1) « Les partis devant l'école ». Editions du Seuil. En vente à la Librairie « TS ».

Les limites significatives tiennent d'abord au type des questions posées par les journalistes universitaires aux partis. En effet, les questions portent sur ce qui a attiré l'attention de la grande presse d'information pendant la période (réformes du français et des mathématiques, la vie des lycées et des facultés); aucune ne porte sur des aspects qui, s'ils sont moins spectaculaires, n'en sont pas moins fondamentaux : rien sur la petite enfance, les CET, l'organisation et le contenu des CES, etc., c'est-à-dire, rien sur l'école fréquentée par la totalité des enfants, celle que connaissent les travailleurs : le réseau primaire professionnel qui concerne trois quarts des enfants est passé sous la table au profit du réseau secondaire supérieur qui sensibilise davantage la bourgeoisie.

Une question pouvait se rapporter à l'école dans son ensemble, celle portant sur la sélection. Et on ne répond à ce problème que dans le chapitre consacré à l'enseignement supérieur. C'est-à-dire là où il a été posé par les étudiants, mais jamais là où l'essentiel de la sélection s'opère : au cours préparatoire et au sortir du CM2, à l'entrée en sixième.

impasse sur l'école

Nous pouvons parler des limites sociales — de classe — de cette enquête sur l'école. Une autre limite tient dans les « répondants ». En effet chaque organisation a confié la réponse au questionnaire à ses spécialistes de l'école, c'est-à-dire des enseignants — le PSU n'échappant pas à la règle. De l'UDR à l'OCI, chaque parti a presque toujours un seul spécialiste chargé de dire la doctrine en la matière.

Ce qui signifie que le problème politique de l'école reste encore une affaire d'enseignants, et il apparaît souvent que le contenu politique de la réponse de cet enseignant au nom de son parti n'est pas issu d'un débat collectif de l'ensemble des militants, surtout pour les non-enseignants.

C'est quasiment un point de vue individuel — qui essaie de tenir compte, bien sûr, de « l'atmosphère générale ». L'école reste au niveau des partis un secteur séparé de la réflexion d'ensemble des militants.

Cela dit — et qui devait être dit —, le contenu de ce livre présente plusieurs aspects intéressants en ce sens qu'il a amené — et parfois forcé, c'est le cas de l'UDR — les partis politiques à exprimer un point de vue qui, en principe, les engage.

Et, à ce titre, un certain nombre de phrases ne laissent pas de surprendre : lire de la plume d'Olivier Giscard d'Estaing qu'« il faut éliminer toutes les barrières qui existent entre les étudiants et

pédagogiques... ont raison » de ne pas être satisfaits », tout cela laisse un peu rêveur et prouve qu'on peut dire n'importe quoi, dans la mesure où cela n'engage absolument à rien.

Mais à gauche ?

Le Parti socialiste annonce sa volonté de « mettre fin aux cloisonnements », de « transformer des rapports pédagogiques », d'« ouvrir l'école », de réviser « les méthodes de contrôle, qu'il s'agisse de l'inspection pour les enseignants ou des examens et concours pour les élèves », d'aboutir à « un corps unique d'enseignants ». Quand on sait les liens étroits qui unissent la FEN et ce parti et le blocage des luttes sur tous ces points par les militants socialistes qui dirigent la FEN, on peut, à notre tour, poser et se poser des questions !

Du côté du PC, on parle des quatre « I » : Insuffisance, Inadaptation, Inégalité, Idéologie. Mais tout est exprimé en termes de « manque ». On parle de réforme véritable, de formation permanente authentique, d'un enseignement « conçu pour la totalité des Français » : tout ceci reste volontairement vague et permet ainsi d'éviter de donner des objectifs de lutte immédiats puisque nous sommes en période électorale et qu'il faut savoir attendre.

les pensées profondes

On pourrait s'amuser longtemps à relever les apparentes contradictions : plus fondamentalement, les textes proposés indiquent plus ou moins en filigrane les idées réelles des partis sur l'école.

À droite, la pensée la plus systématique et la plus significative est incontestablement celle d'Olivier Giscard, le frère de l'autre,

ELLE DÉVELOPPE L'ESPRIT DE COMPÉTITION,
LE SENS DE LA HIÉRARCHIE.



les travailleurs », ou de la plume de Sourdille, pour l'UDR, que « la formation permanente sera un puissant moyen... pour mettre l'éducation au service de la société, une société de travailleurs effectivement libres de leurs choix », de la plume du porte-parole du CDP (parti de Fontanet), que « les écoliers et les étudiants qui mettent en cause le contenu même de l'enseignement et les rapports

dont on nous apprend qu'il est vice-président de l'Amicale parlementaire pour la liberté de l'enseignement et, entre autres, professeur à l'école des chefs d'entreprises. Réforme intéressante en ce qu'elle exprime directement et sans fard la perspective patronale qui peut se résumer ainsi : concurrence du public et du privé, contrôle patronal plus strict et plus décentralisé.

L'UDR reflète davantage une opinion plus globalement bourgeoise où la mystification idéologique a une large part. On parle de la laïcité nécessaire (sous-entendu neutralité, silence), mais on laisse percer des intentions précises sur le contrôle patronal sur l'école (expérience de l'Université de technologie de Compiègne, on parle du dialogue nécessaire, on insiste davantage sur l'autorité des chefs d'établissement...

À gauche, un fait essentiel transparait : c'est la fin du mythe de l'école libératrice. Ceux qui en ont été les principaux tenants, les socialistes, sont amenés à dire, aujourd'hui, que l'école se caractérise par « le maintien et le renforcement des ségrégations sociales, le gâchis des intelligences »...

Mais comme on ne sait pas comment changer cette école, on s'en tient à une politique de « démocratisation véritable ». On compensera à l'intérieur de l'école les handicaps socio-culturels. En réalité, par la bande, on réintroduit le mythe de l'égalisation par l'école, comme si la notion de compensation n'impliquait pas la notion d'infériorité, supposant une hiérarchie des valeurs (travail intellectuel supérieur et distinct du travail manuel) qui, en fait, met à part, toute une catégorie d'enfants — de travailleurs — sur critères socio-culturels.

Du côté du P.C. un grand absent : le mot démocratisation. Pas une seule fois il n'est utilisé. Alors qu'en réalité tout le contenu de la politique proposée en est l'exacte définition (voir le programme commun). C'est l'aveu — involontaire ? — que la politique de démocratisation de l'école est un échec, est usée auprès des travailleurs mais là encore on n'ose pas le dire.

une affaire d'enseignants

On sent bien que pour les partis de la gauche réformatrice c'est bien d'une impasse que l'on peut parler en ce qui concerne leur politique sur l'école. On n'ose plus défendre l'école, on n'ose pas la remettre en cause : on reste le cul entre deux... bancs...

L'extrême-gauche est représentée — limitativement — par le PSU, la Ligue et l'OCI.

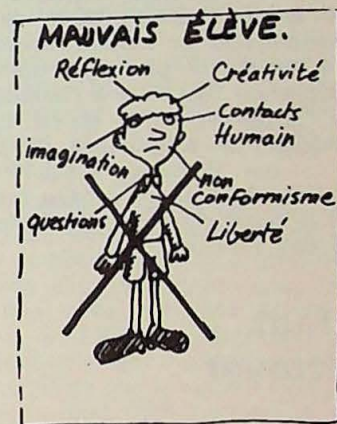
Passons rapidement sur l'OCI dont on se demande qu'est-ce qu'elle fait là. En effet, considérant l'école bourgeoise comme un acquis — du mouvement ouvrier, il s'agit donc de la défendre. Comme toucher à un chaînon risque d'entraîner tout l'ensemble dans la chute, il s'agit de défendre en priorité les chaînons les plus faibles, c'est-à-dire les plus remis en cause par la crise. Le chaînon le plus évident de l'école de classe, celui qui sert le plus directement à la reproduction des élites patronales et dirigeantes — les grandes écoles — voilà l'acquis qui « doit être âprement défendu ». La boucle est bouclée. Il serait quand même intéressant de connaître ce que pense l'OCI de l'école maternelle : ce serait revenir sur ses pieds et ne plus voir le monde — scolaire — à l'envers !

Plus intéressante, certes, est la position de la Ligue communiste.

En particulier sa perspective stratégique d'ensemble sur l'école nous paraît juste : l'école des travailleurs sera gérée par les comités de quartiers et d'entreprises.

Mais ce qui frappe c'est le décalage entre cette perspective d'une part et les objectifs immédiats de lutte qu'elle se donne.

En quoi la lutte contre le démantèlement de l'Education nationale peut permettre, par la nature de cet objectif, par les forces sociales qui se sentent concernées, une prise en charge des luttes sur l'école par les travailleurs et par conséquent, préparer concrètement, dès maintenant, la prise en charge et la transformation de l'école par les travailleurs ?



À partir du moment où la définition des revendications à mettre en avant et des forces sociales qui peuvent les prendre en compte ne permet pas de poser le problème sur ce terrain, l'objectif stratégique — la gestion de l'école par les travailleurs — reste abstrait. Par conséquent le moment venu, les travailleurs ne seront pas prêts à prendre en charge cette transformation de l'école et s'en déchargeront de fait sur les bureaucraties syndicalo-politiques.

Dans la mesure où nous pensons que les luttes actuelles doivent préfigurer et préparer la société socialiste autogérée de demain, il y a là matière à réflexion sur le rôle d'un parti révolutionnaire aujourd'hui.

Définir le cadre nécessaire, les forces sociales qui doivent intervenir dès maintenant, fixer en conséquence les objectifs actuels permettant cette intervention tel fut l'apport du PSU à ce livre. Se fondant sur une définition de l'école comme secteur séparé de la production, il s'agit de reconstruire à travers des luttes significatives l'unité des deux pôles, l'unité du travail intellectuel et du travail manuel.

En partant d'une conception de la formation permanente comme axe général de toute formation, la lutte pour le contrôle de cette formation permanente permet dès aujourd'hui d'esquisser et de préparer le contrôle ouvrier sur les luttes contre le système de formation de la bourgeoisie dans son ensemble.

Si le livre a pu permettre l'ouverture d'un débat sur l'école dépassant le cadre des spécialistes il aura presque dépassé son but... Et ce sera sa réussite...

Bernard RAVENEL ■

la plante carnivore

Un jour, les habitants du quartier du Jardin des Plantes, à Paris, ont été attirés par une grosse bête reniflant le sol... : un mastodonte qui sondait le terrain. Il y avait, à n'en pas douter, immobilier sous roche...

L'ANNEXE du Muséum, entre la rue Buffon et la rue Poliveau : un espace vert, caché par un mur de briques, des cultures de fleurs (le jardin fleuri), une roseraie, des arbres centenaires. « Ça n'a pas de caractère scientifique » aurait affirmé le professeur Yves Legrand, directeur du Muséum d'Histoire naturelle (auquel les organisateurs du projet ont promis de nouveaux laboratoires). Mais un espace vert à Paris, c'est inestimable.

Pendant l'été 1972, une foreuse prend place dans le « jardin fleuri ». Les habitants s'émeuvent, mais ne savent pas grand chose. Juillet, le comité de défense de l'annexe du Jardin des Plantes s'inquiète des projets de constructions de 358 HLM, 168 ILN (immeubles à loyers normaux, logements sociaux supérieurs aux HLM et plus chers), 1 000 m² de locaux commerciaux, un centre administratif de 3 120 m², un parking souterrain de 600 places. Tout cela à l'emplacement des serres et jardin et de toute la bande de terrains située en bordure de la rue Poliveau, jusqu'à la rue Geoffroy-St-Hilaire, l'annexe représentant le quart du projet (première tranche des travaux).

il faut nettoyer

En plein mois d'août, le « Canard enchaîné » se fait l'écho du futur massacre. Le cabinet du ministre de l'Environnement rassure l'association de défense : « Ce projet n'est pas au point. »... Pas d'affolement, en quelque sorte ! On ne fait jamais qu'anticiper sur le plan de Paris 1973 en supprimant la zone verte de l'annexe...

Le 11 octobre, l'arrêté préfectoral stipulant les modalités du projet est édité, mais non placardé sur les emplacements réservés aux documents officiels. Les locataires n'ont jamais été avertis. Quelques propriétaires

l'ont été très tard : l'administration n'avait pas les noms et adresses... Sublime ! La « participation », connais pas ! si bien que les habitants ne sont nullement au courant du mauvais coup qui se prépare.

Le journal « Rive Gauche », feuille de chou épisodique bien vue du député, Jean Tiberi, décrit en novembre 1971 la grande misère de la rue Poliveau, les mauvaises conditions d'hygiène : il faut nettoyer.

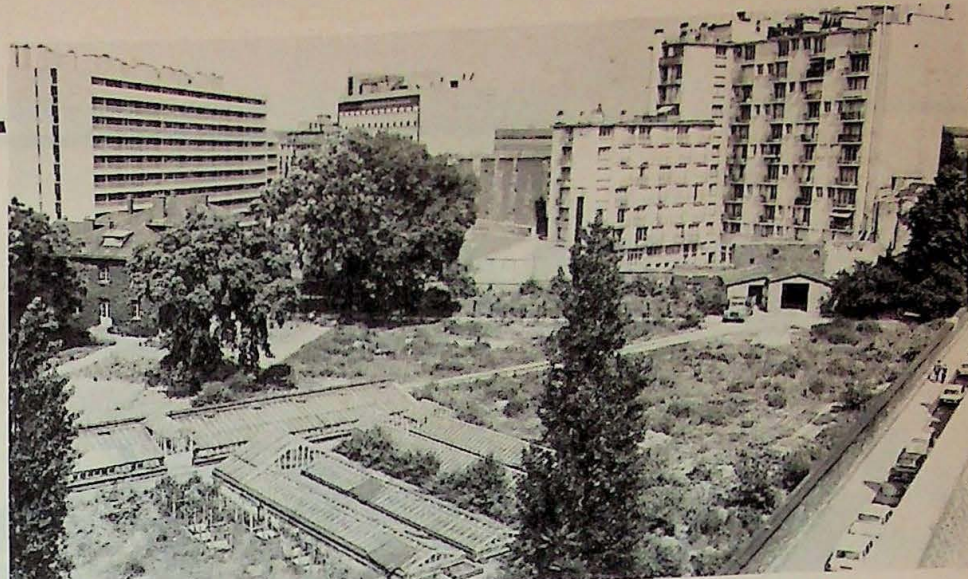
On exproprie, on promet que tout le monde sera relogé courant 1973, qu'il sera construit des crèches, un foyer pour personnes âgées. Mais on attend vainement de voir une maquette... Et le temps passe !

Mais les élections approchent, on parle sérieusement d'un changement possible, moins favorable aux requins de l'immobilier. L'autorisation de construire est donnée rapidement le 29 décembre 1972 et vite, on se met à l'ouvrage. Rien ne résiste aux puissantes machines modernes. Février 1973, les serres sont rasées, les arbres arrachés jonchent le sol, les pelleteuses enlèvent pêle-mêle une excellente terre, des gravats et les roches du sous-sol.

Et voilà, il n'y a plus d'espaces verts à défendre, puisqu'il n'y a plus d'arbres. Pourtant, trois arbres sont nécessaires pour fournir l'oxygène essentiel à la vie d'un homme jusqu'à 75 ans et pour faire 1 000 km une automobile consomme la quantité d'oxygène nécessaire à un homme pendant un an...

Les habitants sont conscients du danger et continuent à lutter pour essayer de sauver ce qui restera après la première tranche des travaux en cours. Les milliers de signatures recueillies prouvent l'intérêt que les habitants portent à leur cadre de vie.

L'Association pour la défense de l'annexe du Jardin des Plantes, dans le dossier d'information qu'elle a établi, souligne : « Au fur et à mesure que la population, la circulation (et la pollution) du quartier croîtront, la rareté des espaces verts sera de plus



BALZAC ECRIVAIT : « Dans ce coin de Paris encore campagnard les poules s'envolent à l'approche du passant, le chien de garde aboie ».

en plus cruellement ressentie par la population... La qualité de la vie risque d'être gravement altérée. Et l'on se demande si ce projet qui était vieux de plus de 10 ans, à une époque où les inconvénients désastreux d'une aveugle dilapidation du capital végétal de la cité n'était pas encore perçus avec l'acuité actuelle ne relève pas d'un système d'urbanisme périmé.»

contrôler et décider

Mais les habitants du quartier ne se contentent pas de protestations et de critiques : ils proposent un contre-projet constructif.

Ils exigent « un strict respect des règlements » (décret du 6-2-67 sur les espaces verts de 1 000 m², arrêté préfectoral fixant la hauteur des habitations dans ce quartier à 25 m, alors que le projet a obtenu une dérogation à 35,60 m et 32,90 m.

Ils jugent que l'on pourrait « envisager de ne construire que le contingent de logements nécessaires, pour reloger les habitants des quelques immeubles vétustes qui existent sur place. Il faut signaler que ceux-ci souhaitent unanimement demeurer dans leurs habitations actuelles, quitte à engager les frais nécessaires pour leur rénovation, qu'une aide très limitée de la Ville de Paris pourrait rendre possible » (car beaucoup de locataires ne pourraient même pas payer le loyer d'un HLM à plus forte raison d'un ILN). D'autre part, les petits propriétaires qui ont juste leur retraite devront être relogés sur place. Mais les responsables du projet se soucient peu du problème humain. Les habitants de la rue Poliveau seraient relogés dans un vieil HLM de la rue Larrey déjà surpeuplé (il reste 3 appartements), alors que les expropriés des Halles qui gênent les promoteurs de ce secteur seraient déportés rue Poliveau.

Nous ne voudrions pas être traités d'analphabètes par M. Sanguinetti, mais le paysan du Larzac qui comparait ces déplacements de population à ce qui se faisait sous Hitler, n'était peut-être pas aussi « bête » qu'on voulait bien le dire.

L'association insiste aussi sur la préservation de tout ce qu'il restera d'espaces verts : « Il serait proprement inconcevable de ne même pas épargner le plus beau fragment de cet espace, qu'on pourrait, à peu de frais, mettre à la disposition des enfants du quartier... » « Le groupe scolaire de la rue Buffon qui jouxte immédiatement le terrain ne dispose, pour ses activités de plein air que de courtes exigües, bitumées et sombres. » Il en est de même des écoles du bd St-Marcel : « Les enfants du quartier ne disposent d'aucun terrain proche pour leur épanouissement physique. » Il serait plus judicieux de leur proposer un terrain de sports sur place, au lieu d'aller à Ivry, comme l'a suggéré le député.

Enfin, le comité s'élève contre une confusion voulue au sujet des espaces verts (pelouses ou forêts) et conclut : « Obligation pour les cours d'immeubles d'être partiellement plantées et gazonnées. » Car c'est un ersatz d'espaces verts — du plastique en somme — que proposent les promoteurs !

Le cas de l'annexe du Jardin des Plantes n'est pas unique à Paris. Déjà, de nombreux petits squares ont disparu et continuent à disparaître malgré les projets de loi de Pujade ou les propos lénifiants de Messmer.

Ce qui est à la fois dérisoire et révoltant, c'est que la « victime » est, justement, ce Muséum d'Histoire Naturelle et le Jardin des Plantes, fleurons de la protection de la nature, tant animale que végétale.

Mais après tout, les Parisiens pourront toujours prendre un petit peu d'air frais à l'exposition « Vivre à Oslo », qui montre cette ville où la nature est reine sur 57 % du territoire de la ville !

Françoise CLAIRE ■

sur le front des luttes

• Draguignan : la jacquerie des gardes-chasse

Quatre gardes-chasse entament leur troisième semaine de grève de la faim. Il y a dix mois, le garde Schotel a eu l'audace de dresser un procès-verbal à son supérieur hiérarchique qui braconait en compagnie et au profit de quelques pontes du coin. Sur son refus d'étouffer l'affaire, il est muté d'office.

Trois de ses camarades, Valentin, Renond et Deroche se solidarisent avec lui. Ils sont également mutés. Ils refusent de rejoindre leurs postes : on les révoque.

Ils portent plainte ; un premier jugement rendu en juin 1972 au tribunal de Draguignan leur donne raison : ils sont réintégrés avec paiement des arriérés de salaire.

Robert, le président de la fédération des chasseurs du Var (dont quarante-trois sociétés se sont mises en dissidence), responsable de leur révocation, fait appel. La cour d'appel d'Aix-en-Provence, en octobre 1972 casse le jugement de Draguignan et maintient leur révocation.

Au bout de dix mois de lutte légale, abandonnés et bafoués par la justice bourgeoise, les quatre gardes-chasse décident d'entamer une grève de la faim pour obtenir justice. Le PSU du Var soutient leur action. ■

• presse : les photographes contre le flicage

La semaine dernière, des policiers agissant par commission rogatoire ont saisi dans les bureaux corses du « Provençal » et de « Nice-Matin » les négatifs des reportages photographiques représentant la manifestation des boues rouges dans l'intention avouée de repérer, de fichier, voire d'inculper des participants.

Jamais une telle atteinte n'avait été portée, non seulement aux droits mais aux devoirs absolus de notre métier. Les photographes de presse sont devenus ainsi, malgré eux, des indicateurs de police.

Le droit à l'information et le droit de manifestation sont violés par la police et la justice ensemble. Un journaliste ne peut plus inspirer confiance à ceux auprès de qui il enquête. On l'a bien vu, dès le lendemain, quand les lycéens du Comité anti-boues rouges d'Ajaccio ont interdit aux photographes de presse les portes du local où ils se réunissaient. Ainsi, si l'on accepte ce procédé, si l'on se contente de protestations platoniques, notre métier devient à la fois sans honneur et impraticable.

Nous estimons qu'il faut agir et résister sans délai, avant que ces violations ne deviennent des habitudes.

Agence de presse « Libération », ANJRPC (Agence nationale des journalistes reporters photographes et cinéastes) ■

LY VAN SAU :

"Nous savons qu'il y aura d'autres combats"

La signature du cessez-le-feu au Vietnam ne saurait nous éloigner des multiples et importants problèmes qui hypothèquent encore l'avenir de l'Indochine. D'autant moins que l'attention de l'opinion publique internationale — et française en particulier — se relâche dangereusement. Bernard Jaumont a rencontré Ly Van Sau, porte-parole de la délégation du GRP à la conférence de Paris sur le Vietnam, qui lui a fait part de ses espoirs, de ses inquiétudes et de ce qu'attendent les Vietnamiens de leurs amis.

ACCUEIL de Ly Van Sau — accompagné de Mme Minh, efficace, discrète —, est chaleureux, souriant, passionné. C'est à peine si la signature de l'accord de cessez-le-feu lui donne une plus grande autorité, la sûreté de ceux qui ont affronté la plus grande puissance militaire de l'histoire.

« Pour nous, l'accord de cessez-le-feu représente une très grande victoire. Il est très différent des accords de Genève de 1954 : c'était alors une conférence entre les grandes puissances qui disposaient du sort de notre pays. La conférence de Paris, au contraire, réunissait uniquement ceux qui étaient impliqués dans le conflit et, l'accord du 27 janvier 1973 a été signé d'un côté par les représentants du peuple vietnamien et de l'autre par le gouvernement américain et ses alliés.

« En second lieu, les accords de Genève mettaient fin à la guerre, mais ne contenaient que de vagues dispositions, qui n'ont pas été respectées, avec les élections qui devaient permettre la réunification du pays. L'accord de Paris prévoit, au contraire, la façon dont sera réalisée... « le droit d'autodétermination de la population sud-vietnamienne » ; des engagements très précis ont été pris à ce sujet par le gouvernement américain : il faudra les faire respecter, mais nous avons en mains un texte signé dont chaque violation peut être dénoncée et, par conséquent, nous disposons d'un instrument décisif pour la poursuite de notre lutte.

« Enfin et surtout, contrairement aux accords de Genève, l'accord de Paris consacre officiellement l'existence et la représentativité du GRP, de son armée et de son administration, placées sur le même plan que l'administration de Saïgon. Et il y aura infraction à l'accord chaque fois que les Américains essaieront de renforcer ou de favoriser le régime de Saïgon. »

(On a pu voir très vite à quel point l'appréciation du Ly Van Sau était fondée, puisque, le 27 février, les Vietnamiens ont suspendu la libération des prisonniers américains pour obliger Washington à respecter les clauses de l'accord de cessez-le-feu : vis-à-vis de l'opinion internationale comme vis-à-vis de leurs adversaires, c'est une grande force pour les Vietnamiens de pouvoir s'appuyer sur un engagement précis pour empêcher les Américains et le gouvernement Thieu de renverser par la violence la répression et les pressions de toutes sortes exercées sur la population vietnamienne, un rapport de forces qui leur est défavorable lorsqu'est assuré un minimum de liberté.)

Ly Van Sau poursuit :

« Bien sûr, nous savons que tout n'est pas terminé et que d'énormes difficultés subsistent et certains de

nos amis en France se trompent s'ils pensent nous faire faire des découvertes en soulignant les problèmes que nous aurons à résoudre.

des difficultés subsistent

« Il est bien vrai que la présence des bases militaires américaines en Thaïlande, le maintien de la flotte au large des côtes vietnamiennes représentent un danger réel. Mais c'est à chaque peuple de se libérer de la domination étrangère : nous l'avons fait pour notre pays mais nous n'avons ni la prétention ni les moyens de libérer toute l'Asie du Sud-Est de l'emprise américaine. Et, aujourd'hui, il serait politiquement bien difficile aux Etats-Unis de reprendre leurs bombardements à partir de là Thaïlande.

« On ne nous apprend rien non plus en nous disant que l'administration américaine va essayer de maintenir dans notre pays des conseillers qui vont s'efforcer de jouer un rôle politique conforme aux intérêts des firmes américaines : déjà, et nous le savons fort bien, des experts de toute sorte commencent leur travail ; ils ont une caractéristique fondamentale par rapport aux Américains que nous voyons évoluer depuis près de dix ans, c'est d'être en civil.

« Mais nous n'avons jamais pensé que les Etats-Unis renonceraient facilement et subitement à leur domination sur notre pays : nous venons de franchir une étape dans l'application du droit pour le peuple vietnamien de

s'organiser comme il l'entend ; nous savons qu'il y aura maintenant d'autres combats, d'autres formes de lutte, qui seront sans doute moins faciles à analyser de l'extérieur et à comprendre, nous savons qu'il y aura d'autres étapes à franchir.

« Pour nous, les perspectives essentielles, pour lesquelles nos amis en France ou à l'étranger peuvent nous aider sont les suivantes :

— Nous ne devons pas laisser oublier les crimes et les atrocités commis par les Américains depuis dix ans. Il faut continuer de les rappeler, de les dénoncer : nous ne sommes pas seuls en cause, ici, cela concerne tous les peuples menacés par l'impérialisme américain ;

— Nous voulons exiger des Etats-Unis les réparations de tous les dommages causés à notre pays : ce n'est pas du tout une quelconque aide américaine : ils ne feront que payer leurs dettes en contribuant à effacer les conséquences des effroyables destructions qu'ils nous ont causées.

« Pour la reconstruction du Vietnam, nous prendrons dans chaque secteur, ce qu'il y a de mieux. Nous avons, depuis quelques temps, une énorme cohorte d'amis qui se proposent d'envahir le Vietnam pour nous aider. Ce n'est pas de cette façon que nous entendons procéder : nous ferons un recensement de ce qu'il nous faut et de ce qu'on nous propose et dans chaque cas nous choisirons le meilleur, pour planifier notre équipement. Les aides individuelles, pour généreuses qu'elles soient, ne nous sont pas d'une grande utilité.

« Un autre aspect, et c'est le plus important pour l'immédiat, de notre action, doit être de faire respecter les clauses de l'accord du 27 janvier. Et c'est là que nos camarades à l'étranger peuvent être le plus utiles ; il est assez surprenant qu'aucun journal en France n'ait publié le texte de cet accord et mis en relief ses principales dispositions (1).

« C'est en relevant toutes les violations commises par le régime Thieu et par les troupes américaines et en les dénonçant qu'on peut le mieux aujourd'hui servir la cause du peuple vietnamien.

« Lorsque Thieu déclarait qu'il fallait appliquer au Vietnam « la loi des cow-boys », lorsqu'il disait que toute personne qui se déclarait favorable au GRP devait être immédiatement abattue ; lorsqu'il maintient en prison, dans des conditions effroyables, des dizaines de milliers de prisonniers politiques (parmi lesquels beaucoup de catholiques et d'étudiants) ; lorsqu'il lance chaque jour des centaines d'opérations militaires pour accroître les zones qu'il contrôle militairement ; quand il refuse l'accès de Saïgon aux journalistes qui veulent s'assurer sur place de la façon dont le cessez-le-feu est appliquée, il viole le texte de l'accord de Paris.

une grande victoire

« (Et quand les porte-paroles de Thieu déclarent, comme ils l'ont fait à Paris le 27 février, qu'il n'est « plus » temps de parler de bonne volonté, « de réconciliation et de concorde nationale », ils violent l'accord de cessez-le-feu qui utilise exactement ces termes-là pour préciser les obligations de chacune des parties vietnamiennes.)

« De la même façon, quand l'administration Nixon qualifie le régime de Saïgon de seule autorité légitime du Sud-Vietnam, quand elle refuse de démanteler ses bases militaires sous prétexte qu'elle les a transférées à Thieu, il y a violation de l'accord de cessez-le-feu. Il faut que nous le disions et il faut que l'opinion internationale, bien loin de se démobiliser, fasse pression sur Nixon pour le contraindre à respecter les engagements qu'il a pris.

« Si l'accord de Paris est pour nous une grande victoire, c'est qu'avec l'arrêt des combats, nous nous retrouvons dans une situation encore plus favorable que celle où nous étions en 1953 ou en 1965, où l'évolution politique était tellement insupportable pour les Américains que la seule façon pour eux de l'arrêter était l'agression militaire, qui se termine aujourd'hui, pas du tout comme les Américains l'auraient souhaité.

« C'est un paysan vietnamien qui a sans doute porté sur les accords de Paris le jugement le plus remarquable :

« Le cessez-le-feu nous apporte tout ce que nous demandions : le départ des Américains. Tout le reste, c'est en supplément. »

Propos recueillis par Bernard JAUMONT ■

(1) « TS » comblera cette lacune la semaine prochaine en publiant une analyse des dispositions de l'accord signé à Paris le 27 janvier 1973.



CONSTRUIRE LA PAIX ET LE SOCIALISME.

l'homme de l'impérialisme français

Marseillaise et drapeaux tricolores, ces jours derniers, dans les rues de Diego-Suarez, fief des marins et des légionnaires français. Manifestations à Majunga contre la « malgachisation » de l'enseignement, deux mois après les échaffourées de Tamatave... La « Côte » bouge ! la « Côte francophile » se soulève contre « l'hégémonie merina » ! C'est du moins le refrain qu'entonne la presse bourgeoise (dans la mesure où elle en parle), faisant écho aux soupirs de satisfaction des diplomates, investisseurs, soudards, « petits blancs »... et autres agents plus ou moins spéciaux qui s'intéressent de près au sort de la grande île.

LES manifestations « pro-françaises » dans les grands ports malgaches rendent en ce moment un trop bon service à l'actuel gouvernement de Paris pour qu'il s'agisse d'un mouvement spontané de reconnaissance envers la « mère-patrie ».

Au moment où se tiennent dans la capitale française des négociations très serrées sur la révision d'accords de « coopération » vieux de douze ans, menées du côté malgache par un jeune capitaine à la Nasser — Didier Ratsiraka —, les figures de l'ancien régime et leurs cliques refont surface, s'appuyant sur des intérêts et des clientèles toujours solides... C'est plus précisément la dangereuse ascension d'un homme qui attend son heure depuis longtemps et qui peut compter sur la France pour lui faire la courte échelle : André Resampa.

Ancien ministre de l'Intérieur, ancien secrétaire général du Parti social-démocrate, patron unique des Forces républicaines de sécurité (responsables de la boucherie de mai 1972), maître incontesté des « communes rurales », André Resampa, considéré longtemps comme le dauphin de Tsiranana, ajoute encore à l'immense influence qu'il avait su se tailler, l'aurole du martyr...

En effet, arrêté en juin 1971 par un président malade sous l'accusation de « complot avec une ambassade » (américaine !), il est libéré un an après par le nouveau gouvernement militaire, auquel il apporte un soutien très conditionnel, tout en déclarant qu'il sera désormais « aux côtés de la masse populaire militante »...

Cette « conversion » se concrétise en septembre 1972 par la création d'un nouveau parti : l'Union socialiste malgache (l'USM) dont le projet avait mûri l'été dernier pendant un bref séjour de Resampa en France et en République fédérale allemande, et qui reçoit bientôt la bénédiction de l'« Internationale socialiste ».

Mais Resampa ne prend pas de risques inutiles : les événements jouent en sa faveur. Le gouvernement militaire, hissé au pouvoir malgré lui au nom de la dignité nationale et de la moralité publique, doit faire face, pieds et poings liés, à une situation intérieure qui se dégrade rapidement : disette, fuite ou gel des capitaux, chômage... La récession économique s'aggrave, héritage pourri d'un néo-colonialisme particulièrement impudent.

Certaines maladresses dans l'application des directives de malgachisation de l'enseignement, comme l'interdiction des grèves par le ministre de la Fonction publique et du Travail, le retard dans la mise en place des structures nouvelles annoncées au moment du référendum, l'inexpérience politique des militaires liée à la pesanteur — si-

non aux réticences — de l'administration viennent ajouter au climat général d'incertitude.

En même temps, les puissants d'hier, qu'on a cru trop rapidement ralliés ou neutralisés parce qu'ils étaient rentrés « au village », relèvent la tête et multiplient les tournées en province. Si le PSD de Tsiranana qui, avant mai 1972 était largement majoritaire, comptait peu de militants authentiques, il regroupait au moins les fonctionnaires de tous échelons et les notables en autant de castes et de chapelles partageant une même communauté d'intérêts.

Ces hommes et leurs clientèles, les forces sur lesquelles ils s'appuient n'ont pas été balayés par la magie du « rotaka » (1). Au contraire, féodaux, bourgeoisies bureaucratique, commerçante et compradore, gros et petits bénéficiaires de la « première indépendance » resserrant aujourd'hui les rangs sous des étiquettes différentes et passent même aux actes.

manœuvres de l'impérialisme

Souscrire plus longtemps au nationalisme farouche d'un jeune capitaine de corvette et voir aboutir à Paris les revendications légitimes des manifestants de mai (départ des 4 500 militaires français, restauration de la souveraineté nationale sur les sociétés et capitaux étrangers, affirmation de la personnalité malgache), c'est en effet pour eux se saborder, saper leurs propres fondements en tant que classe largement dominante.

Par contre, l'avènement de Resampa, « fils aîné » de Tsiranana et le plus présentable des barons de l'ancien régime, c'est faire du neuf avec du vieux, c'est la revanche sur les voyous des KIM et des ZOAM (2), c'est surtout l'espoir de durer.

Sans plus tarder, Resampa, il y a trois semaines, a invité le PSD, l'AKFM (parti de l'opposition traditionnelle) et d'autres formations politiques à se réunir autour de lui afin de préparer un gouvernement de coalition. Marchandages et tractations se poursuivent. Tsiranana a même déclaré, lors d'une tournée dans la région de Tuléar, qu'« il ne haïssait pas l'USM ni le petit Resampa mais que c'était à eux de venir à lui »...

Il faut enfin souligner que l'ancien ministre de l'Intérieur a trouvé en la personne de M. Maurice Delauney, nouvel ambassadeur de France à Tananarive, un allié actif. Les rencontres entre les deux hommes se multiplient ces derniers jours.

Delauney, qui remplace Alain-Gilles Plantey coupable d'avoir misé sur le mauvais cheval (Rabemananjara, an-



ANDRE RESAMPA

ancien ministre des Affaires étrangères, dont l'étoile s'est bien ternie est un diplomate « musclé » de la meilleure tradition coloniale : de 1956 à 1958, il dirige, dans un pays où il avait déjà passé neuf ans, la répression contre les maquis de l'Union des populations du Cameroun en tant que chef de la région bamileke. De mars 1965 jusqu'à sa nomination à Madagascar, il a été ambassadeur au Gabon où les parachutistes français sont intervenus, pour remettre en selle le pittoresque et sanglant Léon Mba...

Avec Bigeard, général commandant les forces françaises au sud de l'Océan Indien, et Debré qui règne à la Réunion, il représente dans cette partie du monde la vieille garde d'un empire qui n'en finit pas de sombrer.

On comprend, dans la conjoncture actuelle, que Madagascar constitue un terrain de choix pour les grandes manœuvres de l'impérialisme français et de ses alliés nationaux qui ont tout intérêt à mettre le feu aux poudres.

Dans cette atmosphère de malaise général, n'importe quel tract (non signé), le moindre slogan, la moindre algarade peut tourner en émeutes, en affrontements violents. La classique argumentation « ethniste » dont on use et abuse, qui explique tous les maux de l'île par l'opposition merina-côtiers fait merveille... Elle convainc assez facilement les foules des provinces déshéritées, prisonnières de ce mythe depuis des dizaines d'années de domination coloniale.

Ainsi, le mouvement de mai est présenté comme celui de la jeunesse privilégiée et des délinquants des hauts-plateaux ; et le gouvernement du général Ramanantsoa comme celui de la nouvelle colonisation merina qui, pour mieux assurer son emprise, bote le Français dehors...

Tamatave, Diego, Majunga : toutes villes où règnent les potentats de l'ancien régime — ports dont les comptoirs, les usines, les banques, les casernes sont aux mains des étrangers.

Jusqu'à présent le gouvernement résiste aux provocations et a évité de faire couler le sang. De même Monja

Joana, leader du parti populaire Monima qui organisa la révolte paysanne du sud en 1971, a lancé à ses frères de la côte un appel au calme. Sera-t-il entendu et pour combien de temps ?

Les efforts de division tribale, cette agitation entretenue visent, au bout du compte, à affaiblir plus encore les positions des négociateurs malgaches à Paris face à des partenaires qui délibérément font traîner les discussions ; d'autre part, ils contribuent à populariser l'idée de la nécessité d'un pouvoir civil qui se montrerait plus conciliant à l'égard de la France et prêterait une oreille moins attentive aux « extrémistes de Tana ».

Pour imposer Resampa, un coup de force ne sera probablement pas utile... Encore que, précise « l'Aurore » du 9 février, sous la plume de Philippe Bernet, le général Bigeard craint, « avec la garnison actuelle », « de ne pouvoir faire entièrement face... à de nouveaux troubles. C'est pourquoi à Tarbes, la 11^e division légère d'intervention, commandée par les généraux Compagnon et Fleury, se trouve en état d'alerte, avec ses quarante-sept transporteurs Transvaal ».

La grande presse n'a pas cru devoir s'étendre par ailleurs sur le voyage-éclair effectué par l'ambassadeur Delauney à la Réunion, le mardi 27 février, pour y rencontrer Michel Debré, ministre de la Défense.

Plus vraisemblablement, débordé par une situation locale qui semble déjà le dépasser ; enlisé par ailleurs dans des négociations que l'ex-métropole n'entend pas faire aboutir, le gouvernement militaire, discrédité, pourrait bien se voir contraint d'offrir le pouvoir à l'homme qu'a déjà choisi la France.

Ce scénario qui se précise de jour en jour est dénoncé aujourd'hui avec force par le MFM (mouvement pour un pouvoir prolétarien) qui rassemble la nouvelle extrême-gauche issue de mai 1972. Lors d'une conférence de presse donnée dernièrement à Tananarive, un des leaders du parti, Manandafy Rakotonirina, déclarait :

« Le peuple malgache a montré par ses actes, au cours de la révolte de 1971 et du mouvement populaire de 1972, son souci de préserver ses amitiés avec le peuple français. Aucun Français résidant à Madagascar n'a été menacé dans sa personne et dans ses biens... » Cependant, « l'ambassade française à Madagascar ne représente plus les intérêts du peuple français si elle se range du côté des capitalistes coloniaux et des hommes de l'ancien gouvernement PSD-USM, Tsiranana et Resampa notamment ».

René LANARCHE ■

(1) Rotaka : émeute, agitation.
(2) Mouvements de jeunes étudiants, travailleurs et chômeurs, nés en mai 1972.

OBJECTIFS

S'INFORMER POUR AGIR
CHAQUE VOLUME 96 p. 9 F

ALGÉRIE : AVEC OU SANS LA FRANCE ? J. OFFREDO
Préface R. BURON

LA C.F.D.T. ET L'AUTOGESTION
Ed. MAIRE - F. KRUMNOW - A. DETRAZ

LES NATIONALISATIONS
Ph. BRACHET - J. GALLUS

LA PROPRIÉTÉ CONTRE LES PAYSANS
P. BOUCHET - R. GUILLAUMOND

CAPITALISME ET MODE DE VIE
A. GRANOU

cerf

en vente à la librairie de "T.S."

« Justice, que de crimes »...



LE JUGE PASCAL : qu'a-t-il compris ?

« **U**NE justice en qui le peuple n'a plus confiance est une justice qui se meurt. » C'est à cause de certains propos bien sentis comme celui-ci, à cause aussi de son attitude courageuse que l'on attendait beaucoup du livre du juge Pascal, Une certaine idée de la justice (1).

Le juge Pascal, l'affaire de Bruay, vous vous souvenez ? Le « petit juge » de Bruay qui osait tenir tête au parquet — c'est-à-dire au ministère de la Justice — qui n'a pas hésité en emprisonnant un notaire, membre du Rotary Club, à être « celui par qui le scandale arrive », qui n'a pas hésité à tenir l'opinion publique informée du déroulement de l'instruction, qui n'a pas hésité à publier ses notes, pour faire savoir que l'on note les juges comme à l'école et que c'est cela, la réalité de l'indépendance de la magistrature — un petit juge qui a du cran, quoi. Au fait, me direz-vous, cette histoire de Bruay, où en est-on ? Eh oui, voilà : on a remplacé le juge Pascal par le juge Sablayrolles « dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice » — et vous n'en avez plus entendu parler. Bientôt, hormis ses parents et des proches, qui se souviendra de Brigitte Dewèvre ?

Le est injuste, contestée, décriée ; mais pourtant, la loi de 1920 sur l'avortement fait toujours partie de l'arsenal judiciaire. Et du jour où la mobilisation populaire, qui jusque là a rendu impossible l'application de la loi, retombera, rien ne permet d'affirmer qu'elle ne sera plus utilisée. Au contraire.

Il n'y a de justice populaire que quand il y a contrôle du peuple sur la justice que l'on rend en son nom. Henri Pascal en convient : « Qui dit secret, dit absence de contrôle, et qui dit absence de contrôle dit entière liberté d'action pour le pouvoir. Mais qui dit entière liberté d'action pour le pouvoir ne dit plus démocratie. » Aussi le juge Pascal a-t-il une hantise, qu'il combat avec obstination (c'est l'idée presque unique de son livre), c'est le secret de l'instruction.

contre le secret

Le secret de l'instruction, voilà l'ennemi ! Une fois que nous en serons débarrassé, dit-il, en substance, que nous aurons de bons magistrats et des crédits suffisants pour le ministère de la Justice, tout sera pour le mieux dans la moins mauvaise des justices possibles. Et il ajoute même, ce qui ne laisse pas d'inquiéter : « Les justiciables doivent voir leur justice. La voyant, ils doivent la comprendre, sinon il serait inutile qu'ils la voient. La comprenant, ils doivent l'apprécier, sinon il serait dangereux qu'ils la comprennent. » Bigre !

Et encore, il supprime le secret avec des réserves : « La levée du secret de l'instruction,

cela ne signifiera pas sa publicité obligatoire ; cela ne signifiera pas que le juge a le devoir de rendre public tout ce qu'il a fait, tout ce qu'il fait, et tout ce qu'il compte faire, cela signifiera simplement qu'il ne sera pas tenu de respecter le secret de l'instruction, et qu'il aura le droit, s'il le juge utile, de mener son information à ciel ouvert, sans rien cacher, sous les yeux du public. » Et c'est presque tout ce qu'il faudrait modifier pour faire prévaloir « une certaine idée de la justice » ?

Le juge Pascal déçoit. Il enrobe son propos de considérations techniques sur les articles du Code à transformer, de considérations matérielles et personnelles sur « la résistance physique du juge d'instruction (qui) doit lui permettre de lutter contre deux de ses ennemis les plus redoutables : la tension et la fatigue nerveuse » ajoute quelques bonnes paroles sur le nécessaire recours à la « participation », fait preuve d'une foi, inébranlable et maintes fois affirmée, dans le « progrès », auquel bon ou mauvais, il faut s'adapter...

Il semble bien que le juge Pascal n'ait pas encore compris l'affaire de Bruay. Pas compris que le tollé qu'il a provoqué l'a plus été par le maintien en détention du notaire que par les conférences de presse qu'il a tenues, que c'est le premier acte de rupture qui l'a entraîné au second.

Pas un mot sur l'appartenance de classe des magistrats. Rien sur les dernières analyses du syndicat de la magistrature, à propos des rapports entre justice et propriété. Un juge d'instruction consciencieux, dit-il, doit se mettre à

la place de ceux qu'il juge, à la place de l'adolescent de seize ans, de la vieille dame, ou de l'apprenti maçon... Sans jamais se demander si la barrière qu'il constate par ailleurs (les juges ne sortant pas de leur milieu social) n'est pas l'obstacle essentiel à cette identité de points de vue...

La justice ne vaut que ce que valent les hommes, ajoute-t-il encore. Sans se rendre compte que les hommes ne valent que ce que vaut leur appartenance de classe.

''indépendance''

Ce qui fait qu'il semble mal comprendre une circulaire comme celle qu'il cite, émanant d'un président de tribunal de grande instance : « L'attire votre attention sur le fait qu'une note de service ou un « soit-transmis » impératif, sont l'expression écrite de la conception du chef ; en conséquence, ils doivent être exécutés à la lettre. La discipline, même pour les magistrats du siège, n'est pas un mot vide de sens ; la conception du chef sur tel ou tel problème doit donc être épousée par les subordonnés... Il est bien certain que si je ne devais pas être entendu, j'aurais le regret mais aussi le devoir d'en tirer, dans l'intérêt du service, les conséquences adéquates lors du travail annuel de notation. »

En toute indépendance et sans commentaire.

JEAN-FRANÇOIS MERLE □

(1) Henri Pascal, Une certaine idée de la justice, Fayard, 242 p., 22 F. Sur commande à la librairie de T.S.

DEBAT

Vie nouvelle

Où en est « vie nouvelle » ? Le débat sur le socialisme traverse depuis deux ans environ le mouvement « vie nouvelle » qu'il nous a paru à cet égard, intéressant de présenter dans « TS ».

L'ATTENTION a été attirée récemment, lorsque M. Comiti a retiré la subvention à ce mouvement d'éducation populaire de référence chrétienne et socialiste qu'est « Vie nouvelle » (1). Groupant environ 5000 personnes, implanté dans cent soixante villes en France, au Maghreb, à Madagascar et dans les Antilles, « Vie nouvelle », issue des couches moyennes du catholicisme (son origine remonte au scoutisme) est assez représentative de ces milieux et de leurs contradictions : enseignants, cadres, professions sociales, etc.

La mesure gouvernementale, autant qu'un durcissement du régime, marque une évolution sensible de « Vie nouvelle » vers une formulation plus nette de son projet socialiste et une pratique militante plus effective. Dans le passé, ce mouvement avait d'ailleurs été engagé dans la lutte pour l'indépendance de l'Algérie, pour des

raisons d'ailleurs plus morales que politiques.

Le conseil national de 1971 a marqué précisément ce passage d'un projet à référence humaniste, soutenu par des valeurs chrétiennes, à des options de classe et à la définition d'un projet socialiste soutenu par une analyse du néo-capitalisme. Celui-ci est formulé dans un vocabulaire où se mélangent, non sans ambiguïté souvent, les notions marxistes et un personnalisme dont se réclame le mouvement mais dont il reconnaît qu'il est souvent récupéré par l'idéologie dominante.

Un récent document, « La vie nouvelle et le socialisme » développe ces thèmes, fait une analyse de la lutte des classes en France et de la place que peuvent y occuper les couches moyennes et, tente de définir l'originalité du mouvement : sa sensibilité chrétienne et personnaliste, son rôle de politisation de la vie quotidienne et des luttes menées sur le plan culturel, « école », « cadre de vie », « familial », etc. Il s'efforce aussi, non sans difficulté, de faire le point sur le débat stratégique engagé par ses militants présents au PS, au PSU et à la CFDT. « Vie nouvelle » a aidé un certain nombre de militants, au moment du congrès d'Epinay, à entrer au PS, mais pour autant elle ne veut pas être l'annexe d'un parti. Sa critique de la stratégie du PCF et son adhésion au socialisme autogestionnaire le montrent bien. Ses dirigeants et nombre de ses militants estiment que les frontières du courant socialiste autogestionnaire débordent le cadre du PSU et de la CFDT et vont jusqu'à une

fraction appréciable du PS.

Attentifs au thème de la politisation des luttes sociales, les militants de « Vie nouvelle » ont été amenés à s'engager concrètement (grève de Brégille, affaire du Larzac, expulsions de travailleurs immigrés, etc.).

Le lancement d'un secteur « cadres dans l'entreprise » et d'un secteur « enseignement » vise à sensibiliser de nombreux membres du mouvement à la dimension politique de leur profession.

Pour des raisons à la fois religieuses (on ne peut pas croire tout seul, la foi n'est pas une affaire privée) et politiques (l'appareil idéologique que représente l'église doit être combattu avec des moyens spécifiques), « Vie nouvelle » mène aussi une lutte au sein de l'église.

Ajoutons, enfin, que l'attention portée par « Vie nouvelle » aux problèmes de la vie personnelle (les militants politiques y font de la dynamique de groupe pour éclairer leurs motivations et la façon dont ils sont perçus), la tentative de mener une certaine vie communautaire, la péréquation d'une partie des ressources, donnent à ce mouvement un caractère à la fois original et ambigu : le repli sur la petite communauté fraternelle et l'illusion que la multiplication des cellules communautaires amènera le socialisme y voisinent avec un effort indéniable et souvent réussi pour politiser les couches moyennes catholiques.

Lucien SAINTONGE ■

(1) « La Vie nouvelle », 73 rue Sainte-Anne, 75002 PARIS.

REGARDS POLITIQUES

■ ELLE COURT, ELLE COURT LA BANLIEUE, fr., de Gérard Pirès. - Dans « T.S. » n° 568.

■ FLESH, amér., d'Andrew Warhol. - Le monde souterrain de New York, drogués, prostitués, homosexuels : à force de les suivre avec complaisance, le film évite de poser les rapports avec la société qui les entoure.

■ TRAITEMENT DE CHOC, fr., d'Alain Jessua, avec Alain Delon et Annie Girardot. - Une allégorie politique trop allégorique pour être vraiment politique : les travailleurs immigrés, substance nourrissante de notre société.

■ ETAT DE SIEGE, fr., de Costa-Gavras, avec Yves Montand. - A travers le cas précis de l'Uruguay et des Tupamaros, le dossier de la lutte anti-impérialiste en Amérique latine. (Dans « T.S. » n° 567).

■ NOUS SOMMES TOUS EN LIBERTE PROVISOIRE, ital., de Damiano Damiani. - Un bourgeois confronté à l'enfer des prisons, à « l'intolérable », peut-il quand même oublier ? (Cf. « TS » n° 561.)

■ LE DERNIER TANGO A PARIS, ital., de Bernardo Bertolucci, avec Marlon Brando. - Il ne suffit pas d'aller jusqu'au fond de sa névrose pour se libérer. (Dans TS n° 660.)

■ LES CONTES DE CANTERBURY, ital., de Pier Paolo Pasolini. - Sous prétexte d'un voyage dans le Moyen Age de Chaucer, un voyage dans le monde des obsessions de Pasolini. (Dans TS n° 559.)

■ FAMILY LIFE, angl., de Ken Loach. - Deux institutions, la famille et la psychiatrie, comme deux gendarmes pour surveiller Janice. A voir absolument. (Dans TS n° 558.)

■ PSAUME ROUGE, hongr., de Miklos Jancso. - Hymne au refus et à l'insoumission dans la Hongrie de la fin du XIX^e siècle... (Cf TS n° 557.)

■ FRITZ THE CAT, dessin animé de Bashki. (Dans TS n° 556.)

■ LE PARRAIN, amér., avec Marlon Brando. - La caméra centrée sur la mafia, mais le reste ? (Dans TS n° 553.)

■ LE CHARME DISCRET DE LA BOURGEOISIE, fr., de Luis Bunuel. - Où l'on comprend pourquoi une société « policière » est aussi un monde policier. (Cf TS n° 548.)

■ ORANGE MECANIQUE, angl. - Une dénonciation de la jeunesse assoiffée de violence, selon la presse. En fait, deux tiers du film dénoncent les méthodes de rééducation pénitentiaire...

CINÉMA 73

D.W. GRIFFITH
LE CINÉMA NORVÉGIEN
CINEMA ET LANGAGE

★
ENTRETIENS AVEC VOLKER
SCHLOENDORFF ET
ALAIN JESSUA

★
LES GRANDS OPERATEURS
HENRI ALEKAN
ET TOUTE L'ACTUALITE
DU MOIS

★
6, rue Ordener, Paris 18^e - 4 F

théâtre national
14 février mise en scène
TEP
8 avril guy rétoré
shakespeare

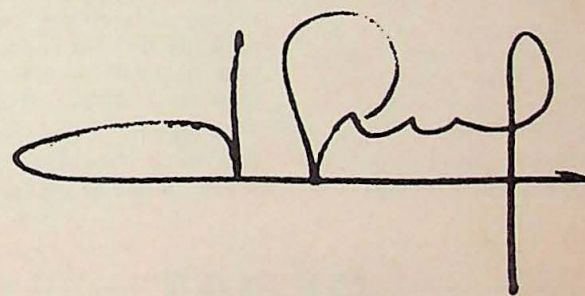
macbeth

17 rue malte-brun-paris 20
m° gambetta-tel-636-79-09

le 11 mars bien sûr, mais l'important c'est aussi le 12

Mais que pourrons-nous faire, que pourrons-nous dire si nous n'en avons pas les moyens - et d'abord financiers ? Les milliers de réunions que nous avons tenues ont montré la véritable audience du PSU. Ce qui nous a le plus manqué, c'est la possibilité de faire plus largement connaître notre projet.

C'est votre responsabilité de faire en sorte que le 15 mars, les 30 millions qui restent à couvrir pour la souscription "législatives" soient parvenus à la trésorerie nationale.



Jean LE GARREC.

Fédération :	Section :	Profession :
Nom :		
Adresse :		
Somme recueillie :	par :	

Parce que vous êtes d'accord avec eux, ou tout simplement parce que vous estimez qu'ils ont droit à la parole, je vous demande d'aider les candidats du P.S.U. à se faire les porte-parole du socialisme autogestionnaire. Et d'avance, je vous remercie de votre geste.

M. Rocard
MICHEL ROCARD - Secrétaire National



pour le PSU
(signature du collecteur)

souscription
législatives
73

REÇU
LA SOMME DE
de M _____



9 rue Borromée Paris 15
CCP-PARIS- 14.020.44



**OBJECTIF
400 000 F**

N'attendez pas qu'un bon semblable à celui-ci vous soit présenté pour verser à la souscription (CCP Paris 14.020.44). Découpez celui-ci et retournez-le 9, rue Borromée, Paris (15^e). Vous pouvez également commander des carnets.